



Université Mouloud MAMMERI- TIZI OUZOU
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master II en Sciences Economiques

Option

Economie du Développement Durable et de l'Environnement

Thème :

**Le rôle des acteurs locaux dans le
développement. Cas de la commune de Tizi-
Ouzou**

Préparé par :

**ABDOUL Karim Yaya
ALLOU Roland Fabrice**

Encadré par:

M. CHALLAL Mohand

Mémoire soutenu devant le jury composé de :

Présidente : Mme BOUCHAKOUR Souad

Examineur : Mr. SEDIKI Abderahmane

Encadreur : CHALLAL Mohand

Soutenu le : 21/12/2017

Année universitaire 2016 - 2017

**Le rôle des acteurs locaux dans le
développement. Cas de la commune de Tizi-
Ouzou**

Résumé :

Les inégalités qui existent dans le développement des territoires à été plus ou moins une des préoccupations de la sphère économique. La recherche de solutions a toujours été influencée par le contexte social et l'évolution technologique. A notre ère, les technologies de l'information et de la communication et les effets de la mondialisation ont véritablement bouleversé notre civilisation en créant un espace unique. Pour les acteurs locaux, il s'agit de définir une stratégie de développement et de créer un cadre propice à l'essor des activités humaine, notamment l'entrepreneuriat, qui est le moteur du développement local. En Algérie, la sphère économique connaît un renouveau, une réorientation qui pourrait permettre à chaque territoire de s'en sortir à condition réussir la construction de la ressource territoriale.

Mots-Clés : Développement local, acteurs locaux, ressources territoriales, gouvernance locale

Summary:

The inequalities that exist in the development of the territories have been more or less one of the preoccupations of the economic sphere. The search for solutions has always been influenced by the social context and the technological evolution. In our era, information and communication technologies and the effects of globalization have really changed our civilization by creating a unique space. For local actors, it is a question of defining a development strategy and creating an environment conducive to the development of human activities, particularly entrepreneurship, which is the driving force behind local development. In Algeria, the economic sphere is experiencing a revival, a reorientation that could allow each territory to get out of it if they succeed in building the territorial resource.

Keywords: Local development, local actors, territorial resources, local governance

Dédicaces

À toute nos familles

Remerciements

C'est avec un grand plaisir que nous réservons ces lignes en signe de gratitude et de reconnaissance à tous ceux/celles qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.

Nous remercions particulièrement nos familles respectives pour le soutien et les sacrifices consentis. Ce sont :

La grande famille ALLOU et tous ses membres du côté d'Abidjan et un peu partout ailleurs ;

La grande famille ABDOUL KARIM YAYA tous mes remerciements vont aussi à mes proches, amis et familles, qui m'ont soutenue moralement et m'ont constamment encouragée.

LISTE DES ABREVIATION ET SIGLE

ANSEJ : Agence Nationale de Soutien aux Jeunes

CNAC : Caisse Nationale d'Assurance Chômage

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization)

FMI : Fonds Monétaire International

GFN : Global Footprint Network

IDE : Investissement en direct étranger

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OCDE : Organisation de Coopération et de développement économique

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

ONU : Organisation des Nation Unies

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PNUD : Programme des Nation Unies pour le Développement

PVD : Pays en Voie de Développement

SPL : Système Productif Localisé

TIC : Technologie de l'Information et de la communication

USA: United State of America

SOMMAIRE

Introduction générale

Chapitre I : Notion de développement durable en lien avec le développement local

Section 1- Notion de développement durable

- 1.1. Définition de la notion de DD
- 1.2. Présentation du développement durable

Section.2- Notion de développement local

- 2.1. Définition de la notion
- 2.2. Présentation du développement local dans un contexte de la mondialisation
- 2.3. Les approches dominantes du développement local

Section 3 – Les principes du développement local durable

Chapitre II : Les piliers du développement local

Section 1- Les acteurs locaux et la gouvernance locale

- 1.1. Les acteurs locaux
- 1.2. La gouvernance locale
- 1.3. Les caractéristiques des différents groupes d'acteurs

Section 2 – Ressources territoriales

- 2.1. La notion de ressource
- 2.2. La notion de territoire
- 2.3. La ressource territoriale

Chapitre III : Le DL à Tizi-Ouzou

Section 1- Présentation de la commune de Tizi-Ouzou

1.1. Géographie

1.2. Socio-économique, socioculturelle et environnementale

Section 2- La gouvernance locale et valorisation de la commune de TO

2.1. Le secteur public

2.2. Le secteur privé

2.3. Les Associations et le secteur social

Section 3- Contraintes et perspectives

Conclusion générale

Introduction Générale

Globalisation et libéralisme, deux concepts parmi tant d'autres qui ont profondément marqué le progrès économique, associé aux évolutions techniques et technologiques de ces dernières décennies. Ils ont été surtout bénéfiques aux pays industrialisés, qui en ont fait leur fer de lance. Il s'en est suivi une production et une consommation de masse avec la démographie mondiale galopante. Le leitmotiv étant la maximisation des profits, et ce au détriment de la société et/ou de l'environnement.

Ainsi, la notion de développement, longtemps associé aux facteurs de production et de productivité, n'a pas trouvé paysage différent à travers le globalisme et le libéralisme. Sans grand étonnement, le modèle économique a été fortement axé sur la production, après la fin de la seconde guerre mondiale (1945). Bien les avertissements alarmants de la communauté scientifique sur les risques de catastrophe environnementale (du fait des limites écologiques de notre planète), ce n'est que récemment (à partir de 1980) que la problématique environnementale fut débattue puis intégrée dans le management des activités humaines. En effet, il y a eut un sursaut, peut-être tardif de la part des grandes instances, des Etats, des organisations pour la protection de l'environnement.

Le développement durable est la formule économique qui a intégré la sphère environnementale, aux autres sphères sociale et économique. Alors à l'ère de la mondialisation, le développement durable pense "global" et assure quelque principes de la démocratie participative. Quant à la mondialisation, elle a unifié les espaces pour n'en former qu'un seul grand (espace) appelé le village planétaire. Ainsi, le développement durable est amené à inclure beaucoup de variantes provenant des disparités territoriales dans le but de créer un développement structuré et globalisé pour tous les territoires. Il est aussi fait appel au développement local pour accompagner au niveau local plus précisément le développement durable. Avec le développement local c'est la proximité des acteurs locaux qui est mis en avant. Les liens de proximité qui existe entre les acteurs leurs donnent la capacité de se rassembler, de s'organiser afin valoriser le territoire.

La construction territoriale répond à la volonté des acteurs locaux à prendre en main l'amélioration de leur cadre vie et à mettre en valeur les potentialités qu'offre le territoire. En effet, chaque région détient ses propres ressources et chaque territoire possède sa propre spécificité et ses propres richesses qui peuvent être matérielles ou immatérielles. La valorisation

de ces ressources territoriales permet un développement territorial qui résulte de la coordination des acteurs locaux autour d'un projet basé sur les facteurs endogènes.

A l'instar de nombreux Etats, l'Algérie est soucieuse d'atténuer les inégalités territoriales qui existent au niveau du développement des wilayas. Cette disparité est un frein à la valorisation du territoire national algérien en ce sens que certaines ressources spécifiques à certains territoires restent sous-exploitées voire même délaissées. L'Etat a donc entrepris de vastes chantiers structurants principalement dans la réalisation d'infrastructures de développement devant créer des conditions propices à une redynamisation de l'activité économique dans les localités selon leurs spécificités.

Au niveau de la commune de Tizi-Ouzou, des caractéristiques d'un milieu innovateur riche en potentiel sont présents. Mais, la wilaya de Tizi-Ouzou et son chef-lieu accumulent un retard en matière de développement par rapport à certaines autres wilayas.

L'intérêt de ce mémoire est de cerner le mode d'action des acteurs locaux, dans l'activité socio-économique et environnementale de la commune de Tizi-Ouzou. Cette étude nous permettra notamment de donner des éléments de réponse à la question de savoir **comment les acteurs locaux de la commune de Tizi-Ouzou mènent-ils la gouvernance locale pour la valorisation de la commune de Tizi-Ouzou.**

Outre cette problématique, il serait intéressant de :

- Connaître le rôle endossé par les acteurs locaux dans le développement local et de déterminer leur zone d'intervention ;
- Savoir les actions menées dans le sens de la valorisation de la commune de Tizi-Ouzou ;
- Cerner les contraintes majeures du développement local à Tizi-Ouzou

Pour ce faire, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

H1 : Les acteurs locaux ont des objectifs et caractéristiques différents

H2 : La valorisation de la commune dépend de la coordination des acteurs

H3 : Le contexte économique défavorable limite l'action

La méthodologie

La méthodologie de recherche consiste en la recherche bibliographique et des recherches sur divers sites internet afin d'être au goût du jour en ce qui concerne les notions développement locale et de gouvernance locale. Nous avons aussi recherché les informations les plus récentes qui sont la résultante de la coordination des acteurs locaux et de l'Etat algérien.

Dans ce travail de recherche, nous optons pour une démarche « analytique » qui servira à montrer les différentes facettes du développement local à Tizi-Ouzou (commune). Nous élaborons notre mémoire en trois chapitres. Le premier nous donne le lien entre développement durable et développement local tandis que le second chapitre nous présente les bases du développement local puis le troisième chapitre analyse le développement local dans la commune de Tizi-Ouzou en mettant en lumière les principales réalisations dû à la gouvernance qui y a été menée.

Chapitre I : Notion de développement local en lien avec le développement durable

Introduction du chapitre

Nous avons tous déjà entendu, quelque part dans les médias, dans la rue, dans les universités ou encore au sein des organisations, la question du développement durable être débattue. Cette expression est désormais si courante, mais sans toutefois qu'on puisse la saisir entièrement. Ce concept qui se veut comme un nouveau mode de "vie", s'est plus ou moins intégré au fil du temps dans l'activité humaine. Ce nouveau procédé organisationnel met en relation les différents acteurs qui partagent une responsabilité commune : celle de garantir un développement socio-économique efficient, tout en préservant l'environnement, le milieu, le cadre de vie. Et pourtant, depuis les chocs pétroliers de 1973 et 1979, les pays ne prêtent allégeance au développement qu'à travers la rente de matières premières, notamment les hydrocarbures. C'est donc la sphère environnementale qui est délaissée au profit des sphères économique et sociale. Paradoxalement, le développement durable s'est peu à peu imposé dans le courant de la même décennie (1970) à la suite de prise de conscience de la part des peuples et de certaines institutions et associations sur les limites écologiques de notre planète. Cette prise de conscience va aussi créer un sursaut d'autogestion au sein de la société civile. En effet, dans le but d'améliorer leur cadre de vie, les populations ont engagées des initiatives, au niveau local, afin de répondre à leurs besoins et de valoriser leur territoire.

Le concept de mondialisation, apparu en 1980 a beaucoup influencé par la suite, l'élaboration d'un "nouveau" modèle de développement économique. Alors, s'il semble avoir antonymie entre la mondialisation et le local, ces deux concepts économiques ont respectivement, sur le plan global et sur le plan local, sus convaincre plus d'un. Toutefois, les réunir sur la même scène économique n'est pas une mince affaire. Et pour cause, la mondialisation (le global) et le local ont des approches plutôt opposées par rapport aux principes¹ qui les fondent.

Il serait donc judicieux de s'interroger sur l'étendue de ces notions, qui influent jusqu'à nos jours sur l'activité humaine dans son ensemble.

¹ La mondialisation considère l'unicité de l'espace sans faire allusions aux relations de proximité, tandis que le développement local se base sur la proximité des acteurs afin de créer des dynamismes

Section 1- Notion de développement durable

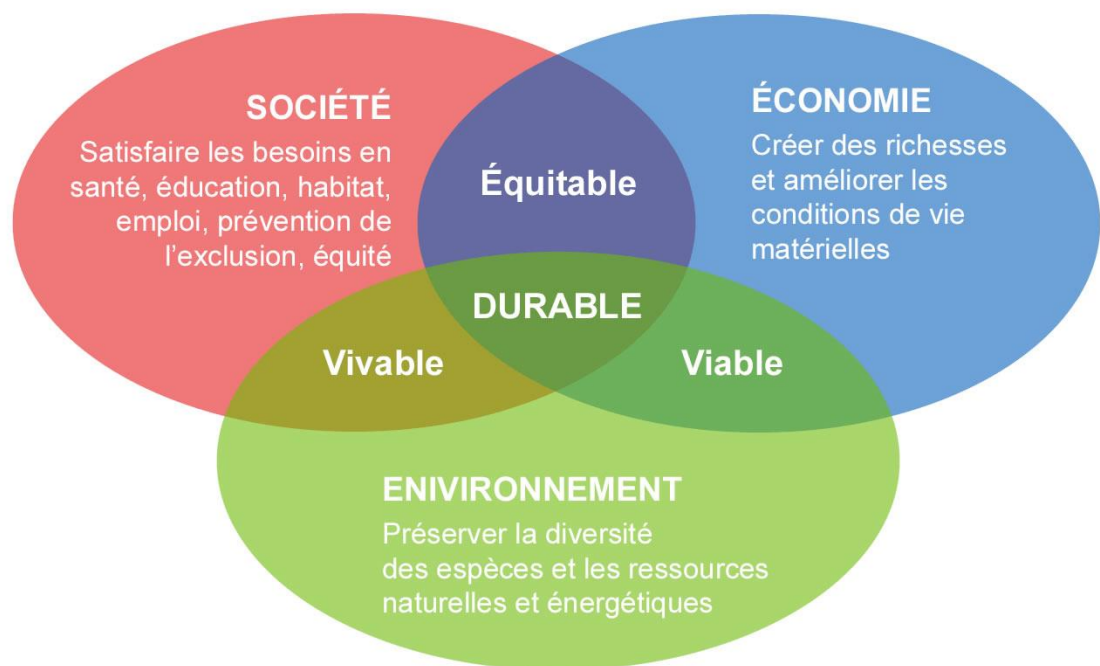
1.1. Définition de la notion de Développement Durable

En se basant sur le rapport de la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* de l'ONU (Organisation des Nations Unies) dit rapport *Brundtland*, le développement durable se définit comme un « développement qui répond aux besoins de la génération présente sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ». Cette expression s'est popularisée et imposée depuis les années 1970 à la suite d'une prise de conscience plus prononcée sur les limites planétaires, et les risques encourus face à la maltraitance écologique que subit notre planète. A l'analyse de cette phrase nous nous rendons bien compte de la responsabilité que cela incombe à notre génération. En effet, nous avons hérité des excès du passé et nous devons manager, organiser et gouverner de sorte que nous restions dans nos "quotas", pour dire simple. Car selon le *Global Footprint Network*, un institut de recherche international établi à Oakland (Californie), nous vivons à crédit depuis le 2 Août 2017. « L'humanité [...] a consommé, en seulement sept mois, toutes ressources que la Terre peut produire en une année » (Septembre 2017). En d'autres termes, nous avons extrait de la terre ce qu'elle avait à offrir pour cette année. Et nous le ressentons à travers la rareté de certaines denrées, ou le coût de plus en plus élevé de certaines autres. N'est-ce pas là une problématique de la vie chère ?

1.2. Présentation du développement durable

Le développement durable est fondamentalement basé sur trois aspects majeurs à savoir le social, l'environnemental (écologique) et l'économique. C'est la jonction de ces fondamentaux qui nous donne le développement durable. En effet, dans tout projet de développement durable, ces trois dimensions doivent être traitées avec la même importance afin d'obtenir un "consensus" qui garantit un meilleur rendement simultané des 3 dimensions. Nous illustrons ces fondamentaux du développement durable avec la figure 1 qui suit :

Figure 1 : Les trois piliers sont intégrés dans une approche de développement équilibré sur le long terme.(page suivante).



Source : <https://www.edf.fr/edf/les-3-piliers-du-developpement-durable>

Les questions économiques et sociales étaient assez bien intégrées dans le management des activités humaines. Quant à la question environnementale, bien que débattue depuis l'époque des physiocrates (et des classiques) elle n'a pas vraiment convaincu. Au contraire, nous nous sommes tournés progressivement vers des modèles libéraux, capitalistes qui sont friands de la production et la consommation de masse, au détriment de l'environnement. La maximisation des profits étant le leitmotiv, il n'y a pas de temps ni de ressources à consacrer à la protection de l'environnement. Pourtant, les catastrophes écologiques irréversibles qui ont été malheureusement occasionnées depuis la fin de la seconde guerre mondiale sont assez nombreuses pour contredire cette approche.

Toutefois, la problématique environnementale est réapparue plus forte (depuis les années 70-80) à la suite d'une prise de conscience de la société civile pour l'amélioration de

ses conditions de vie et des mises en garde de la communauté scientifique (notamment sur le réchauffement climatique). Il s'en suit donc un réel intérêt pour la protection de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie sociales. Cela aboutit du côté économique, à la création de plusieurs indicateurs économiques devant mesurer le développement réalisé en harmonie avec les principes de durabilité; et à la responsabilité sociétale des entreprises (ou des organisations) s'exposant à des taxes et sanctions dans le cas de non-conformité (par rapport aux externalités). Du côté social, il est question d'une meilleure rationalisation dans l'utilisation des ressources (éviter le gaspillage) et d'être impliqué dans la protection de l'environnement.

Pour mieux comprendre le développement durable, la théorie du baquet nous montre bien par une image simple la nécessité d'assurer l'optimum pour les trois piliers composant le développement durable. En effet, il ne sert à rien d'avoir des rendements excellents sur un des piliers (économique par exemple) tandis que le social ou l'environnemental reste à un niveau lamentable.

Figure 2: Théorie du baquet



Source : <https://www.edf.fr/edf/les-3-piliers-du-developpement-durable>

Sur l'image nous apercevons un baquet, composé de plusieurs planches. Mais dans notre cas d'étude, nous avons trois planches colorées. Alors nous désignerons pour chaque couleur, un pilier dont chaque planche est représentative. Ainsi, nous désignons par la planche verte le pilier économique, la planche orange pour le pilier social et la planche rouge comme représentant le pilier environnemental/écologie. Tel un feu tricolore, ce jeu de planches colorées nous indique que la sphère économique est au vert, car ayant un bon rendement ; tandis que la planche orange nous indique que la sphère sociale a un rendement moyen. Quant à la planche rouge, elle nous indique que la sphère écologique a un très mauvais rendement. Mais comme dans le développement durable, c'est l'optimum des trois piliers qui est recherché, nous observons dans ce cas précis que le baquet a du mal à retenir l'eau car son optimum (l'optimum des piliers du développement durable) n'est pas atteint, il n'y a pas eu de compromis entre les trois planches.

Dans ce système de gestion (celui du développement durable), c'est le résultat global des trois fondements qui est apprécié ou bien déprécié. La globalisation et la mondialisation ont fait de notre planète un grand village où les décisions prises et/ou les actes posés à l'autre bout du monde ont des répercussions sur notre planète entière. D'où l'intérêt de s'impliquer dans le développement durable, garant d'un retour à l'équilibre.

Avec le vaste chantier que représente l'intégration du développement durable et considérant les résultats attendus, les Etats ont eu donc le souci de faire participer toutes les couches sociales et les différents secteurs économiques afin de répondre avec justesse aux attentes des populations et de se joindre aux autres Nations, soucieuses de la durabilité. Mais l'Etat, malgré les aménagements réalisés et les projets mis sur pied, s'aperçoit fréquemment de la lenteur dans la réalisation des projets et des insatisfactions (déceptions) dans les résultats. Alors, pour remédier à cela, les gouvernements font appel au développement local, devant ajuster les décisions macroéconomiques prises. La question de la décentralisation est donc touchée, par rapport au local, sur l'inégal développement qui existe entre certains territoires ; situation de laquelle résulte des flux massifs des populations quittant les économies "en retard".

Le développement local considère les facteurs endogènes d'un territoire pour son développement. C'est une nouvelle approche dans laquelle les territoires sont plus orientés vers une autonomisation et une autogestion impliquant les acteurs et les ressources dudit territoire. Il se prononce en faveur d'une décentralisation plus avancée où le vivre ensemble et le bien-être de tous restent une préoccupation constante. Alors, partant de ce principe, les

gouvernements voient juste en l'associant au développement durable, pour intégrer tous les territoires au développement. Et surtout que la mondialisation et la globalisation nous force à l'unicité dans les modèles de développement, ayant pour résultat, la standardisation et occasionnant des disparités territoriales. De ce fait, il est alors judicieux de se poser la question de savoir quels sont les éléments nécessaires au développement local pour faire face à la mondialisation ?

Section 2- Notion de développement local

En ce début de XXIème siècle, la mondialisation s'est imposée au système économique mondial avec les effets structurants qui l'accompagne. La mondialisation ne considère pas vraiment les frontières limitrophes des Etats. Les dynamismes exogènes que la mondialisation comporte, considèrent un espace unique standardisé. Par contre, le développement local considère la proximité et les relations qui peuvent lier des acteurs sur un espace donné (sur un territoire donné) afin de créer de nouvelles opportunités, plus à même de satisfaire leurs propres besoins (ceux des acteurs) et ainsi, de mettre en valeur ledit espace.

2.1. Définition de la notion de développement local

Nombreuses sont les définitions qui tentent de le définir, mais quelques unes nous semblent réunir les points essentiels pour comprendre le développement local.

- « *Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économique et sociales sur un territoire, à partir de la mobilisation et la coordination des ressources et de ses énergies.* » Xavier GREFFE², 1984
- « *Le développement local, aussi appelé développement à la base, est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités, comme moteur du développement économique.* »³
- « *l'approche du développement local mise sur la maîtrise collective des options sociales, économiques, technologiques et environnementales pour trouver des solutions à long terme aux problèmes des collectivités en déséquilibre. Cette*

² Xavier GREFFE, 1984, Les enjeux économiques de décentralisation

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_local

maîtrise collective repose sur deux valeurs démocratiques essentielles : la participation et la responsabilité » Vachon B, 1993

De manière générale, on s'accorde à dire que le développement local exprime l'idée d'une solidarité créatrice de nouvelles relations sociales, jumelée à une volonté forte de mettre en valeur les richesses locales. Il se réalise à travers des projets d'intérêts communs dans les domaines du social, du culturel, de l'environnemental et de l'économique.

Le développement local met l'accent sur le potentiel des collectivités locales et la dynamique qui anime leurs acteurs. Dans cette optique, nous pouvons dire que c'est une façon particulière de voir et de faire le développement et **il ne peut être réduit à une action strictement sectorielle ou institutionnelle**. Au même titre que le développement durable, le développement local constitue davantage une approche de développement d'un territoire qu'une théorie économique, même si elle fut considérée comme telle à un moment. Ainsi, avec le développement local c'est la communauté qui façonne son propre environnement (par son implication et ses initiatives) dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Cette démarche nécessite une intégration harmonieuse des composantes économique, sociale, culturelle, politique et environnementale. La composante économique devient souvent une priorité vue l'importance pour chacun d'être en mesure de gagner sa vie et de subvenir de manière satisfaisante à ses besoins.

2.2. Présentation du développement local dans un contexte de mondialisation

2.2.1. Contexte de la mondialisation

« Traditionnellement, on désigne par le terme développement, avec François Perroux, l'ensemble des changements structurels qui accompagnent la croissance : la transformation des structures démographiques, économiques et sociales»⁴. Economiquement parlant, le développement est en lien avec les processus de production faisant ainsi référence à la croissance et à la productivité, qui ne sont pas sans conséquences pour les milieux naturels et même sociaux. Le fait de détruire pour transformer, sans souci de pérennisation, a dégradé considérablement le cadre de vie et même les liens sociaux car ce qui compte le plus, dans cet

⁴ Michel Maric, « À propos de liberté et d'égalité en économie : deux traductions d'Amartya Sen », Mouvements 2001/3 (no15-16), p. 193-195. DOI 10.3917/mouv.015.0193
Disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2001-3-page-193.htm>

ordre d'idée, c'est l'appât du gain, la maximisation des profits par tous les moyens. Il n'était pas rare aussi de voir des conditions de travail "inhumaines" imposées à des travailleurs, sans couverture sociale de la part de certaines entreprises. Alors ne nous étonnons pas de l'indifférence de ces dernières (les entreprises) à l'égard de l'environnement.

Toutefois, l'apparition des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), à la fin du XXème siècle, a bouleversé tant positivement que négativement (c'est selon) notre civilisation ; elle (l'apparition) a été bien bénéfique à tous. Les NTIC ont permis au système financier (et économique par extension), de se consolider et d'asseoir une sorte de suprématie. Mais les NTIC ont surtout lutté efficacement contre l'asymétrie informationnelle. En effet, nous remarquons une meilleure fluidité dans la délivrance de l'information. Internet, puisqu'il s'agit principalement de cela, a aussi facilité l'accès à l'information pour les populations ; leur donnant les moyens de communiquer, d'échanger, de se fédérer même, on peut dire, autour des causes communes. Ces nouvelles possibilités, déboucheront au fil du temps sur une meilleure connaissance de la situation planétaire et donc une prise de conscience accrue des sociétés civiles. Mais la contrepartie a été la mondialisation et la globalisation des systèmes de productions.

La mondialisation, c'est la disparition des frontières, l'unicité de l'espace comme nous disions plus haut. Elle se définit comme étant la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des personnes, des techniques et de l'information. C'est un rapprochement des hommes, une expansion des échanges et la création de nouvelles interactions humaines. La mondialisation est très souvent perçue sous l'aspect économique et pourtant elle s'applique à d'autres dimensions telles que la culture, le tourisme, l'écologie, l'organisationnel, etc.

La grande nouveauté de la mondialisation du début du XXI^e [siècle](#) est la mise en place de [technologies de l'information](#) et de communication (TIC), en sources ouvertes ou fermées, à l'échelle mondiale, centralisées via [l'avènement de géants de l'internet comme Google](#), par l'intermédiaire desquelles l'exposition à des produits [culturels](#) étrangers ([dessins animés japonais](#), cinéma indien, danses d'Amérique du Sud, Mets africains...) n'est plus le privilège d'une élite. Parmi les conséquences de cette mutation technologique, une plus grande internationalisation des marchés de capitaux, mouvement qui s'était déjà [accélééré dans les années 1960 et 1970](#). Les [capitaux](#) circulant sans l'intermédiation des [banques](#), en permettant l'établissement de [marchés financiers](#) intégrés au niveau international. Autre conséquence,

la [financiarisation](#) et un développement encore accru des [entreprises multinationales](#) et transnationales qui jouent sur la meilleure [information](#) sur les différences de coûts entre les pays, en particulier [celles qui viennent du Brésil, de Russie, d'Inde, et de Chine](#). Ce mouvement s'est conjugué avec la diffusion de l'informatique grand public, avec le phénomène « Internet » et d'une façon plus générale grâce aux « TIC », générant un accès pratiquement instantané à l'information.

2.2.2. La prise de conscience

La réflexion scientifique-économique sur l'environnement est plus récemment devenue la pierre angulaire de l'élaboration des modèles de développement. En effet, dans la problématique de l'environnement, c'est la question du réchauffement climatique (RC) qui est alarmante. C'est en 1985 que l'alerte a été donnée, sur l'existence d'un trou dans la couche d'ozone, qui est censé protéger notre planète des puissants rayons solaires. Les premières raisons avancées seraient l'émission de gaz à effets de serres en grande quantité, venant principalement des grandes industries (pétrole, charbon, etc.) qui détruisent la couche protectrice de notre planète. Le réchauffement climatique est un phénomène d'augmentation de la température des océans et de l'atmosphère terrestre provoquant ainsi des déséquilibres entre les différents écosystèmes. Nous nous dirigeons de plus en plus vers des températures extrêmes, des changements climatiques catastrophiques (nous citons l'ouragan Irma, de catégorie 5 jamais atteint auparavant). Et ce n'est un secret pour personne que l'agriculture mondiale est en danger face à ce phénomène. (FAO)

La communauté scientifique avait averti sur le risque que nous courions si les politiques ne réagissaient pas promptement pour changer les habitudes néfastes pour notre environnement. Les organisations internationales telles que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), Green Peace (Organisation pour la défense de l'environnement), pour ne citer que celles-ci, ont fortement œuvré pour l'intégration de la problématique de l'environnement ; mais ont aussi œuvré pour que le débat soit la première inquiétude des gouvernements récents et actuels.

Et pourtant, par le passé, plusieurs colloques internationaux et des réunions intergouvernementales ont été réalisés sur la question de l'environnement. Nous pouvons citer RIO, STCOKHOLM, KYOTO... Mais en 2015, s'est tenu la COP 21, organisé en France, à

Paris plus précisément, du 29 novembre au 12 décembre de cette même année. C'était la 21^{ème} conférence des parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Elle a été la plus retentissante, et pour cause, 195 pays s'y sont réunis. L'un des objectifs de la COP 21 a été la réorientation de l'économie mondiale vers un modèle à bas carbone ce qui veut dire l'abandon progressif des énergies fossiles. Il est prévu de mobiliser 100 milliards de Dollars par an (à partir de 2020) via le Fonds Vert pour le climat afin d'aider les pays en voie de développement (PVD) à lutter contre le réchauffement climatique car ils sont les grandes victimes. Un engagement a aussi été pris de limiter le réchauffement mondial entre 1,5° et 2° degrés Celsius d'ici 2100. Et comme le disait le président E. Macron (président de la France, élu en mai 2017), la COP 21 est particulière car elle est un engagement pris par 195 pays. Alors il est désormais question d'aller de l'avant sur un modèle économique sans carbone (en tout cas progressivement), et que aucune régression de la part des pays signataires ne pourraient être tolérées ; comme quoi la prise de conscience pour la sauvegarde et la protection de l'environnement est le souci de tous, y compris des Etats et des institutions internationales. Ce qui n'a pas empêché les présidents D. Trump et V. Poutine, respectivement président des Etats-Unis d'Amérique (ou USA) et président de la République Fédérale de Russie, de fustiger le réchauffement climatique de causes "naturelles".

La prise de conscience au niveau local a été surtout remarquée par la prolifération d'initiatives diverses et variées témoignant d'une nécessité d'agir à l'échelle locale. Ces initiatives ont d'abord émané de la société civile, qui tentait de répondre aux attentes de la communauté, soit au niveau des quartiers, soit au niveau de la ville, soit à un niveau plus élevé. Par la suite, l'ensemble des acteurs (élus, organisations professionnelles, administrations...) ont tenté d'apporter des réponses à des préoccupations communes, telles que :

- Lutte contre la pauvreté,
- Accompagnement social aux populations des bidonvilles,
- Lutte contre le chômage.
- Protection de l'environnement.

Des réponses ont été apportées à ces problématiques, notamment à travers :

- La promotion d'activités génératrices de revenus ;
- L'intégration de la femme dans le développement ;
- Le développement du tourisme rural ;

- La création de pépinières d'entreprises ;
- La valorisation des produits agricoles.

Avec l'effet de la mondialisation, les collectivités locales ont été emmené à s'intégrer encore plus rapidement dans un système où l'entrepreneuriat est le moteur du développement économique. Alors le souci est que pour bon nombre de PVD (Pays en Voie de Développement), la culture entrepreneuriale n'est pas leur fort, et on assiste à une sorte de lenteur dans l'activité économique et des territoires qui se sentent encore plus asphyxiées. Les Etats ont donc créé des structures d'aide à l'entrepreneuriat, afin de former, de conseiller et d'encourager, la jeunesse surtout, à entreprendre et à mettre en valeur le patrimoine de leur territoire.

Sans s'éloigner de notre sujet principal, on dira que la mondialisation et la prise de conscience ont rendu réceptif les Etats, les populations et les organisations au développement local. Alors qu'elles sont les réflexions qui se cachent derrière le développement local, qui en constituent les bases théoriques ?

2.3. Les approches dominantes du développement local

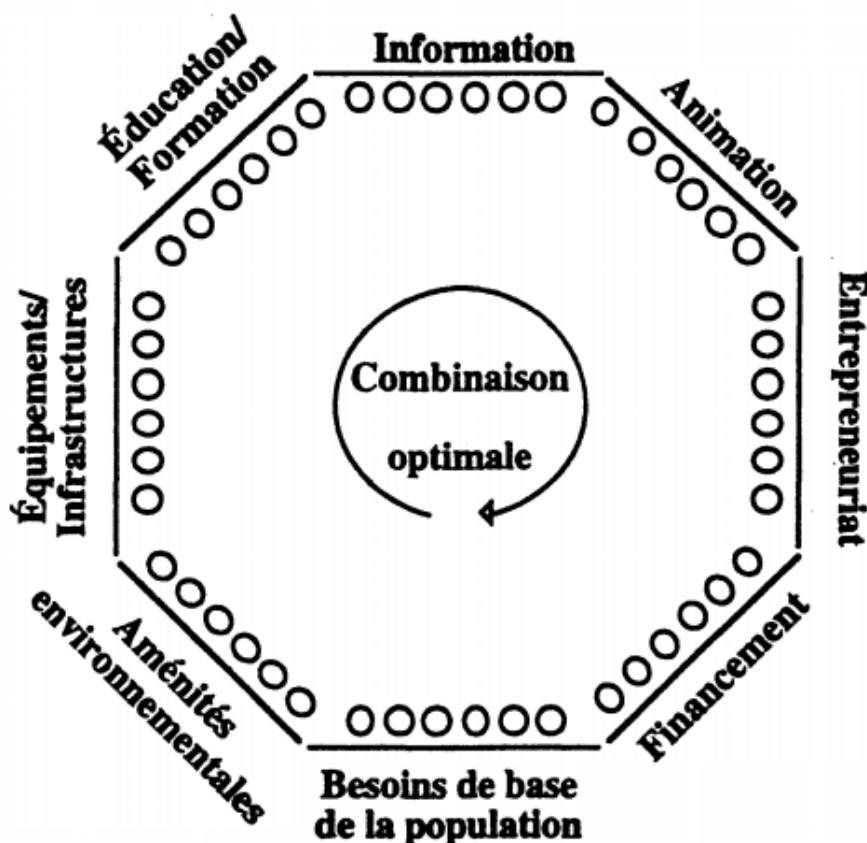
2.3.1. Approche géographique

Cette approche considère officiellement les « milieux innovateurs » comme la base technique et théorique pour l'élaboration de la réflexion sur le DL. Elle s'appuie principalement sur les réflexions d'AYDALOT Phillipe, publiées dans son ouvrage *Milieux innovateurs en Europe*, GREMI. Selon lui, le développement serait fonction de certains « milieux », plus ou moins propice à l'activité économique et à son épanouissement, impliquant la nature des relations que les entreprises entretiennent avec le territoire. « Un « milieu innovateur » est celui où les entreprises développent des réseaux d'échanges et de coopérations et mobilisent les ressources humaines et matérielles de leur territoire. Ainsi, la notion de « milieu innovateur » permet d'analyser les facteurs de développement économique d'un territoire. ».

Créateur d'activités nouvelles à caractère économique, le « milieu innovateur » est sans équivoque la réunion des dimensions spatiale, sociale, culturelle, environnementale, administrative et économique. Dans la publication de Marc-Urbain Proulx, paru dans *Revue internationale P.M.E.* 71 (1994) : 63-84, intitulé « Milieux innovateurs : concept et

application », il effectue une catégorisation des facteurs qui « influencent les qualités du milieu innovateur dans un territoire donné ». Il construit ensuite un modèle octogonal qui regroupe en huit catégories, les facteurs essentiels à l'essor d'un milieu innovateur.

Figure 3 : Octogone du milieu innovateur



1. Satisfaction des besoins de base de la population : santé, éducation, nourriture, loisirs, habitation, sports, transport en commun, activités variées, etc.
2. Présence d'aménités environnementales : parcs récréatif, faible taux de pollution, qualité des éléments naturels, proximité entre habitation et travail, etc.
3. Equipements et infrastructures d'aménagement du territoire : transport et communication, terrains, aires industrielles ou commerciales, centres communautaires, centres culturelles, etc.
4. Education, formation et perfectionnement des compétences : maison d'enseignement, climat de travail, santé-sécurité au travail, mobilités des compétences, cercles d'apprentissage, cercles de qualité du travail, etc.

5. Accès à l'information : sur les opportunités, les concurrents, la conjoncture économique, les réglementations, les technologies disponibles, les nouvelles techniques, etc.
6. Animation socio-économique : services techniques, plans d'opportunités, mise en communication d'acteurs et d'éventuels partenaires, valorisation des savoir-faire, évènements culturels, etc.
7. Entreprenariat : Climat d'affaires, culture entrepreneuriale, saine compétition, atmosphère industrielle, recrutement de jeunes entrepreneurs potentiels, etc.
8. Financement : Capital risque, attitudes des institutions financières, fonds populaires, services bancaires, etc.

Cette catégorisation fait montre d'une simplicité dans l'explication de la notion de « milieu innovateur ». En effet, elle englobe selon les catégories, différentes caractéristiques recherchées pour un milieu innovateur. L'octogone du milieu innovateur est une schématisation optimale des éléments constitutifs du milieu et une mise en évidence des relations inter-acteurs qu'il est possible de créer. Il est nécessaire de préciser que ces catégories de facteurs, regorgent d'une panoplie d'organisations privées, publiques et collectives, intervenant selon diverses logiques mais dans le but commun de faire de son territoire local un milieu hautement innovateur.

2.3.2. Approche économique

En économie, c'est autour du concept de « district industriel » de l'économiste britannique Marshall, à la fin du XIX^{ème} siècle, que s'articule principalement la théorie. Ce concept « *qualifie la présence, au sein d'un territoire de petite taille, une gamme de petites et moyennes entreprises, organisées autour d'un métier industriel, voire de plusieurs métiers, dont la développement dépend des fortes relations qu'elles entretiennent entre elles ou avec les communautés locales.* ». Il ressort clairement de ce passage, que l'intensité des relations sociales et économiques, conditionnent le développement du territoire sur lequel ils exercent leur activités. Et en s'accordant avec « l'octogone du milieu innovateur », on pourrait rajouter que la présence d'infrastructure de base faciliterait la mise en valeur dudit territoire.

Ce concept a eu des répercussions notables sur l'analyse économique du territoire, notamment en Italie, avec G. Becattini, qui l'utilisa pour décrire l'organisation industrielle dans la Troisième Italie (Italie du Centre et de l'Est) et aussi en France où des économistes l'ont utilisé pour expliquer l'organisation de certains territoires, donnant la notion de « système

industriel localisé », puis qui vont généraliser leur analyse à travers la notion de « système productif localisé » (SPL). Avec ces deux approches, nous avons une idée sur les pré-requis d'un territoire, indispensable pour construire son développement. Elles servent donc de base théorique dans l'analyse sur le développement local considérant donc l'espace comme « un ensemble de rapports techniques, économiques ou sociaux, plus ou moins riches en interactions et donnant lieu à des processus d'apprentissages collectifs. »

2.4. Les outils et composantes du développement local

Les principaux outils du développement local sont :

- *l'aménagement du territoire* qui définit les grandes orientations et fixe le cadre de développement des zones;
- une politique de *décentralisation* appuyée par la déconcentration des structures de l'État;
- la *gouvernance locale* définie comme l'ensemble des interactions entre les acteurs d'une communauté locale (le secteur public, le secteur privé et la société civile) orientées vers la définition d'un projet global commun et de projets spécifiques de développement des collectivités;
- la *participation citoyenne* qui s'exprime au sein des structures de gouvernance locale;
- le financement via la *fiscalité nationale et locale* et les agences internationales.

Le développement local comporte deux composantes essentielles : *une partie structurelle et une partie socio-économique*. La partie structurelle se rapporte aux structures de gestion et de financement, c'est-à-dire aux structures décentralisées. Il s'agit de la partie tangible du développement local. Quant à la partie socio-économique, elle concerne les individus et l'interaction entre les différents acteurs qui participent au développement local. La prise en compte des parties structurelle et socio-économique est non seulement nécessaire, mais absolument fondamentale à tout processus de développement local. **La réussite d'un tel processus dépend et implique fortement de concilier ces deux composantes (structurelle et socio-économique).**

2.5. Les logiques du développement local

Le paradigme du développement local repose sur la capacité d'acteurs locaux à s'organiser autour d'un projet c'est-à-dire se fédérer autour d'un objectif de développement commun en mobilisant les potentialités et les ressources existant sur un territoire. Cette définition revêt trois dimensions :

- Elle souligne le caractère localisé, territorialisé des activités et des actions.
- Elle invite à considérer la temporalité de ces actions. Les actes finalisés, en effet, rendent compte de la faculté des agents à concevoir un avenir commun. Dans le cadre du développement territorial, cet objectif commun repose sur la valorisation de ressources.
- Enfin, elle exprime que le territoire résulte des interactions entre acteurs impliqués dans une démarche collective. Ces trois points seront successivement évoqués pour la compréhension des logiques du développement local.

Des activités et des actions localisées

Le mouvement de globalisation, en bouleversant les modes de produire, a induit des transformations au niveau des activités productives sans pour autant nier la pertinence et la nécessité de certains déterminants locaux. Ainsi, par exemple, parallèlement aux pratiques de délocalisation et de production standardisée, s'est accentuée l'affirmation du local avec la mise en valeur de produits spécifiques et de processus de production territorialement ancrés.

Ces mutations nous montrent que le territoire demeure un lieu important de recomposition des tissus industriels et économiques. C'est alors une représentation nouvelle du territoire qui est proposée, englobant tout un ensemble de questions jusqu'alors essentiellement abordées dans le seul cadre des réflexions industrielles (dimension des unités productives, flexibilité, coopération entre les industries/firmes etc.). L'exemple des districts industriels et des systèmes productifs locaux (SPL) peut être cité à ce titre. Le succès de ces formes productives localisées réside dans leurs modalités d'organisation marquées par des traditions culturelles (le savoir-faire) véhiculant des valeurs communes, favorisant l'initiative locale et reposant sur des normes de coopération entre agents.

Valorisation de ressources territoriales

Le territoire est lieu de concentration de ressources. Ces ressources, utilisées dans le processus de production, définissent le potentiel qu'offre le territoire. Les valoriser constitue un enjeu de taille pour le territoire. Par ce biais, en effet, le territoire parvient à différencier ou

spécifier son offre, ce qui dans une dynamique de développement est gage d'avantages concurrentiels.

Ces ressources sont plurielles et de nature diverse. Elles peuvent être constituées d'une variété d'éléments combinés de multiples façons **composites**, **spécifiques** (intrinsèques au territoire, non reproductibles et non cessibles), **complexes** (recouvrant plusieurs propriétés à la fois) et **latentes**. Par ailleurs, ces ressources peuvent être intentionnellement construites.

Le processus de construction sociale de ressources repose sur des dynamiques d'acteurs. C'est bien en effet de la capacité des acteurs à révéler, activer, qualifier ou requalifier les ressources dont il est question. Cela suppose que les acteurs s'engagent dans des démarches de coopération. La stratégie de valorisation de ressources peut alors être conçue comme le fruit de la coordination d'acteurs impliqués dans des démarches d'action collective.

Action collective

Le développement local désigne une dynamique d'initiatives locales (privées ou publiques) qui met en mouvement des acteurs. Ces derniers qui se réunissent autour d'un projet – dont le principe de valorisation de ressources est l'essence – font collectivement exister le territoire. L'élaboration de projets se concrétise à travers la mobilisation des acteurs autour d'une stratégie commune. Elle trouve sa réalisation opérationnelle dans une programmation cohérente d'actions (une bonne gouvernance locale). Le développement local peut être ainsi assimilé à un cadre favorable à l'action collective au sein duquel le territoire se construit.

L'aboutissement de l'action collective suppose que les acteurs parviennent à s'entendre sur les objectifs visés et les moyens de les atteindre. La mise en cohérence des diverses représentations du territoire que portent les acteurs est, en effet, le garant d'une dynamique effective de coopération. Au sein d'un territoire, la coopération entre acteurs se matérialise à travers l'établissement de partenariats locaux. Ces réseaux d'acteurs locaux renforcent la cohésion sociale et favorisent la cohérence territoriale. Cette cohérence peut elle-même être renforcée et rendue plus efficace par un cadre institutionnel adapté.

Section 3 – Les principes du développement local durable

Le développement local durable peut se définir comme la prise en compte du critère de **durabilité** dans l'élaboration des projets de développement au niveau local. Cette combinaison vise à assurer une certaine pérennité dans l'action vis-à-vis des générations futures dans l'exploitation des ressources territoriales. Le développement local durable est une démarche globale, intégrée et transversale. Il est :

- **Une démarche globale** car pour obtenir une bonne organisation des différents territoires qui cohabitent au sein d'un même ensemble plus important (Daïra, Wilaya, etc.), ceux-ci doivent s'entendre afin de coordonner leurs actions pour ne pas créer une concurrence alors qu'il n'y a pas forcément lieu d'être. « *Une concurrence d'activités identiques entre zones de développement local voisines conduit à la faillite des concurrents* »⁵. Afin de pouvoir organiser les différents territoires, il faut donc que ceux-ci aient une connaissance des activités existantes dans les localités limitrophes. Etablir une zone de chalandise⁶ paraît être une condition obligatoire contre l'établissement d'une concurrence inutile et malsaine. C'est via un mécanisme d'équilibrage, d'ouverture et de complémentarité que les communes peuvent cohabiter de manière raisonnable et réfléchie. Ce constat ne vaut pas pour les activités ou services de plus petites tailles, avec une portée réduite. Dans ce cas, ces activités peuvent tout à fait exister sur différents territoires proches, voire limitrophes, car ceux-ci répondent à une demande de la part des citoyens. (exemple: boulangerie, boucherie, flexy, etc.,...).
- **Une démarche intégrée** des caractéristiques de la localité sur lequel le développement local durable s'applique. Nous le savons, chaque localité possède des spécificités dont il faut tenir compte. Ces spécificités peuvent être, soit des atouts ou des opportunités pour la localité, soit des faiblesses ou de menaces. Donc, nous sommes bien en présence d'une approche qui s'adapte à un territoire et non pas l'inverse. La prise en compte des caractéristiques locales a aussi une portée sur l'attractivité d'un projet vis-à-vis des acteurs. Ceux-ci seront donc plus concernés par les différents projets s'ils revêtent un aspect local.

⁵ DECOSTER, Dominique-Paule, *Cours de développement local Durable*, Umons, année académique 2012 - 2013

⁶ La zone de chalandise : En marketing, c'est la zone habituelle ou prévisionnelle de provenance de l'essentiel des clients d'un point de vente. En déterminant cette zone, les territoires pourront bénéficier d'une zone d'activité qui enregistre le passage de la majorité de la grande de la clientèle.

- **Une démarche transversale** du développement local durable qui comporte différents volets, à savoir: « le volet économique, le volet social, le volet culturel et le volet environnement ». Ces volets semblent partager que très peu de points communs. C'est contre cette idée reçue que lutte le développement durable via la mise en place d'une approche dite transversale, approche qui s'oppose à une vision purement sectorielle. Un des objectifs du développement local durable est d'abattre ces barrières invisibles qui cloisonnent chaque volet dans des sortes de canevas. Ce qui enferme chacun des volets dans une logique individualiste, sans véritable ouverture vers les autres volets. Et pourtant, le partage de connaissances et/ou d'expériences est d'une importance capitale pour l'essor des territoires (solidarité et intégration des territoires). Il paraît donc obligatoire de revoir les structures organisées verticalement, pour créer des structures organisées horizontalement. Via cette nouvelle construction, les différents secteurs pourront échanger leurs expertises, leurs expériences et collaborer pour mener à bien et de front des projets communs dans lesquels chaque secteur pourra s'impliquer conjointement aux autres.

Conclusion du chapitre

A la fin de ce premier chapitre, il faut principalement retenir que le développement local a été fait complémentaire du développement durable afin de donner aux territoires et aux acteurs locaux (les habitants d'abord) le "pouvoir" d'améliorer leurs conditions de vie (environnemental, social), et d'amorcer des projets de développement (économique). L'implication des populations dans la construction territoriale est une priorité du développement local. Le développement durable s'inscrit donc dans le global, tandis que le développement local est bien évidemment dans le local. « Penser global, pour agir local ». Ce slogan illustre bien le rapport qui existe dans le tandem global/local. Dorénavant, les acteurs se partagent les responsabilités sociale, écologique et économique du monde.

Chapitre II : Les piliers du développement local

Introduction du chapitre

Le début des années 1980 sera marqué par l'échec de la régulation hiérarchique centralisé qui entraînera un retrait progressif de l'Etat (central) pour laisser place à un vaste programme de décentralisation. Il faut dire qu'à cette même période, la prise de conscience des acteurs locaux – avec des initiatives locales pour l'amélioration de leur cadre de vie – va coïncider avec le désengagement de l'Etat, qui a fait appel au développement local pour assurer le développement dans les territoires où l'Etat a du mal à pouvoir exercer sa fonction "omnipotente".

Cerner le développement local est une chose très complexe d'autant plus qu'il est en réflexion dans les universités, dans la classe politique, dans la société civile. Il existe plusieurs approches théoriques et empiriques qui tentent de présenter et de comprendre la sphère du DL. Clusters, SPL, proximité, district ou milieu innovateur... il apparaît un lien plus ou moins commun à toutes ces approches : l'émergence d'un territoire se fait par la coordination des acteurs ; et de cette coordination va faire naître ce qui sera appelé « la gouvernance locale ».

« Traditionnellement définie sous les traits d'un espace physique, dont la mesure est appréhendée de manière métrique, la conception du territoire s'est progressivement détachée de son substrat physique ou géographique. »¹. L'analyse économique associant alors les explications géographiques (contrairement à l'Ecole de la proximité qui considère le territoire sous les traits d'un espace physique), permettront de comprendre théoriquement, comment se développe l'activité économique spatiale et non spatiale. C'est ainsi que les approches économique et géographique sur la conception du territoire, ont permis la naissance d'une discipline appelée économie du territoire, édifiée à partir des travaux d'Alfred Marshall, au début du XXème siècle. Ces travaux portaient sur les districts industriels. Ils ont été ensuite enrichis par des auteurs italiens, en l'occurrence G. Becattini, dans leurs réflexions sur les dynamismes industriels locaux en Italie du centre et de l'Est.

¹ *Nature Sciences Société*, 2009/4 (Vol.17), p102, Edition EDP sciences

Section 1- Les acteurs locaux et la gouvernance locale

Dans le cadre du développement local, la place qu'occupe "l'acteur local" est d'une importance capitale. En effet, les acteurs locaux ont comme prérogatives principales de s'organiser afin de mettre en valeur le potentiel du territoire. Et c'est en définissant des règles et des objectifs qu'ils y parviennent, sinon qu'ils essaient. Les actions menées visent surtout à leur garantir un cadre de vie adéquat et un espace propice au développement d'activités.

1.1. Les acteurs locaux

Constituant le premier pilier du développement local, " l'acteur local " est celui qui amorce réellement la construction territoriale. Plusieurs approches peuvent expliquer la position de l'acteur dans le développement local, mais toutes s'accordent sur la concertation et la coordination des acteurs pour l'essor du territoire et son développement. En clair, il s'agit pour les acteurs de réfléchir à des projets communs de développement, impliquant l'ensemble des parties prenantes. Au-delà de l'aspect économique, ces projets doivent surtout s'inscrire dans l'amélioration des conditions de vies, faciliter la cohésion sociale et préserver l'environnement. Il s'agit donc de définir une politique locale prenant en compte le social, l'environnemental, le culturel, l'économique : l'appellation reconnue est la gouvernance locale.

L'organisation des acteurs peut s'expliquer par leur proximité relative. Le but étant d'améliorer leurs conditions de vie (ou de travail). Certains auteurs comme Alfred Weber, Alain Rallet, André Torre ou encore François Perroux ont fait avancer la conception théorique et opérationnelle de la notion de proximité. Nous proposons alors les différents types de proximités reconnues dans les analyses intégrant la proximité des agents économiques et leurs interrelations, en rapport avec le développement économique d'un espace donné.

- *La proximité géographique* : Elle est relative à la distance. Elle considère d'abord la distance qui sépare deux entités qu'on peut relativement considérer sur un même territoire donné. Elle détermine si nous sommes « près de » ou « loin de ». Cependant, cette proximité est aussi fonction de plusieurs critères tels que la morphologie des espaces dans lesquels se déroulent les activités, la disponibilité d'infrastructure de transport, les conditions financières des individus utilisant ces moyens de transports (pour faire face aux coûts de transport)

- *La proximité organisationnelle* : Elle a pour essence le relationnel. La proximité organisationnelle se réfère aux relations que nouent les membres d'une organisation. Deux membres d'une organisation sont plus ou moins proches selon les interactions qu'ils ont. On peut donc considérer l'existence d'une logique d'appartenance, facilitée par les règles et routines qui régissent l'organisation. En outre, les deux membres partagent aussi le même système de représentation du fait du lien social qui existe entre les deux membres et la logique d'appartenance. Ils s'identifient, tous deux, à une même entité organisée.
- *La proximité institutionnelle* : La proximité institutionnelle peut se confondre, dans certains cas, avec la proximité organisationnelle selon que l'une engendre l'autre. Mais pour cerner la notion de proximité institutionnelle, nous retenons trois références qui nous permettent de la comprendre. D'abord, l'action collective est déterminée par les actions individuelles, qui se sont réalisées dans le temps ; c'est-à-dire que l'ensemble des actions individuelles définira l'action de la collectivité faisant référence à un passé commun (mœurs, les valeurs, la tradition, etc.) car les relations entre les acteurs ne se limitent pas à des interactions effectuées au moment de l'échange. Ensuite, les rapports de pouvoir entre les acteurs prouvent d'une certaine hiérarchisation ou sphère d'influence entre les acteurs dans le processus de construction sociale. Enfin, il existe une maîtrise sociale (en se basant sur la référence précédente) qui fait ressortir une certaine consultation collective (délibération collective – concertation et coordination des acteurs). Le collectif détermine alors les valeurs (environnementales, sociales et économiques) chères à l'organisation.

La diversité des acteurs, aux objectifs tout aussi différents, constituent la force du développement local. En effet, cette différenciation est aussi le socle des relations multilatérales que peuvent entretenir les acteurs locaux entre eux. En effet, les acteurs locaux sont les éléments dynamiques de la mise en valeur des atouts et des forces particulières et distinctes d'une localité afin d'assurer à son tour (parlant du territoire), l'essor du potentiel des acteurs locaux. Les liens entre l'échelle locale et les autres échelles (régionale, nationale, continentale, etc.), varient d'une sphère d'intervention à une autre. Les changements socio-économiques (réglementation, subvention, investissement, spécialisation du territoire, etc.), adaptées aux

contextes locaux et non-locaux, créent de nouvelles possibilités telles que le resserrement des liens entre les acteurs locaux.

1.2. La Gouvernance Locale

La gouvernance locale peut se définir comme : « *un processus institutionnel organisationnel de construction d'une mise en compatibilité des différents modes de coordination entre acteurs géographiquement proches, en vue de résoudre les problèmes productifs inédits posés aux territoires* » Bernard PECQUEUR²

« *La gouvernance fait intervenir un ensemble complexe d'acteurs et d'institutions qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement; elle traduit une interdépendance entre les pouvoirs et les institutions associées à l'action collective. La gouvernance fait intervenir des réseaux d'acteurs autonomes et part du principe qu'il est possible d'agir sans se remettre au pouvoir de l'État* ». STOCKER³

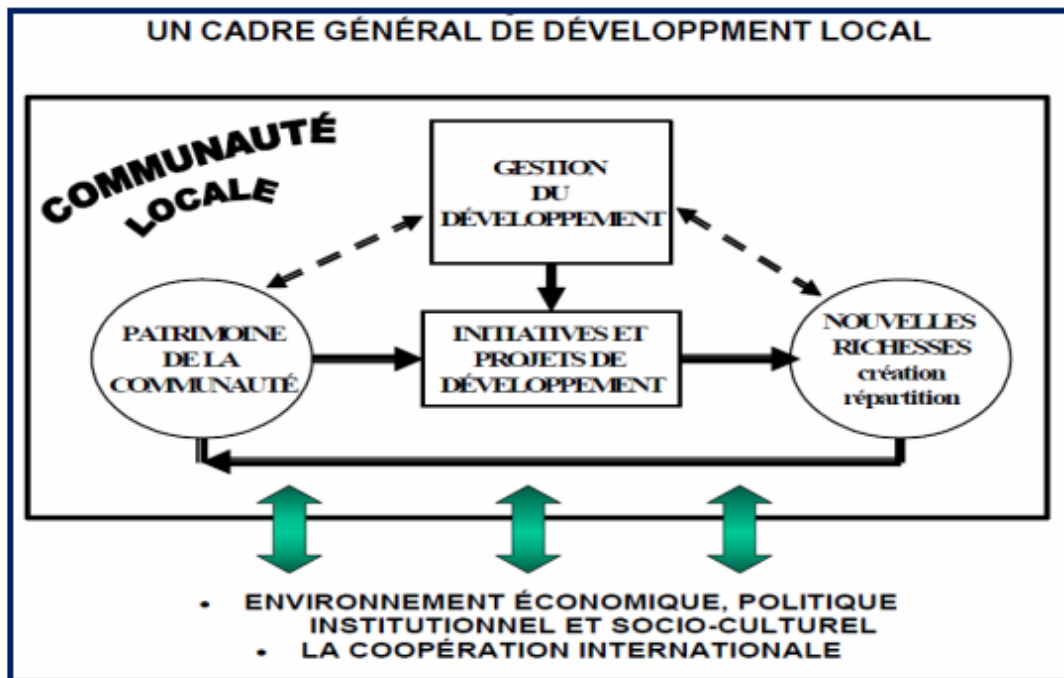
La gouvernance locale fait suite à une organisation (concertation, coordination) des acteurs locaux, très souvent, indépendamment de l'intervention de l'Etat (nous comprendrons pourquoi dans les lignes suivantes). Cette organisation des acteurs est fonction des dimensions de la proximité qui ont été citées dans le point précédent. La gouvernance locale c'est aussi un ensemble de moyens par lesquels les individus et les institutions publiques et privées, gèrent leurs affaires locales. L'idée d'une gouvernance locale repose donc sur les capacités des communautés à maîtriser leur territoire et à gérer leurs ressources. Elle implique que les populations ne sont pas seulement l'objet d'une décision ou d'une solution en bout de piste, mais sont partie intégrante de la décision et de la solution.

Nous présentons une figure qui schématise bien le cadre du développement local tout en montrant l'intérêt d'une gestion du développement à travers une gouvernance locale adaptée aux capacités et aux qualités du territoire.

² B. PECQUEUR, *le développement local*, Syros, 2^e édition revue et augmentée, 2000

³ G. STOKER, « Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance », in *Revue internationale des Sciences Sociales*, N°155, UNESCO/érès, Paris, 1998.

Figure 4 : Un cadre général de développement local



Source : Rapport n°1 « Développement local : concepts, stratégie et benchmarking »,
MIPMPEPI, Document de travail n°33/DGVSEES/2011

Comme nous pouvons le voir sur la figure n°4, au niveau de la communauté locale, quatre entités sont mises en relation. **Le patrimoine de la communauté** est valorisée à travers **les initiatives et des projets de développement** selon une **gestion du développement** défini (certainement par un comité). C'est-à-dire l'élaboration d'une certaine politique de développement ou un schéma directeur dans la mise en valeur du patrimoine. Il y aura par la suite la **naissance de nouvelles richesses**, donc un agrandissement du patrimoine de la communauté. Une explication des quatre éléments du modèle telle que suggérée sur la figure 4, est donnée ci-dessous afin de mieux le cerner :

- **le patrimoine d'une communauté** : Toutes les communautés, riches ou pauvres, ont un patrimoine, c'est-à-dire des personnes, des valeurs, des ressources, des entreprises, des institutions, etc. Se développer consiste à enrichir en définitive ce patrimoine et à le partager ;

- **la gestion du développement** : réfère aux dynamiques communautaires, aux processus d'accompagnement qu'une communauté enclenche, seule ou en collaboration avec d'autres acteurs, pour piloter ses projets ;
- **l'ensemble des initiatives et projets de développement** : qui, quant à eux, recouvrent toutes les activités productives ou non, dirigées vers l'amélioration du patrimoine de la communauté ou de la gestion du développement local et susceptible d'avoir un effet structurant positif sur la communauté ;
- Enfin, le développement local ne s'effectue pas dans un univers clos. Il est affecté et évolue **en interaction continue avec les autres communautés** et avec espaces régionaux, nationaux et internationaux qui l'entourent

Les actions locales sont à réaliser dans une planification rigoureuse des projets de développement. Pour les communautés locales, il s'agit d'être solidaire, entreprenant et responsable dans la tenue des projets.

1.2.1. Le rôle des acteurs locaux

1.2.1.1. Secteur public

Concernant le secteur public, on pourrait parler de secteur public national et local. Cependant, il ne faut pas faire d'amalgame car le secteur public "local" est la continuité du secteur public "national". L'Etat amorce une forte décentralisation avec une relégation de certains pouvoirs (de nouveaux moyens d'actions) aux collectivités locales. L'Etat veille aussi à ce que la couverture en services publics soit effective sur l'ensemble du territoire avec un résultat efficient dans le travail et s'emploie aussi à répondre aux besoins de la société civile et à lui assurer un cadre de vie descend et un climat d'affaire propice au développement.

Mais en clair, l'action interventionniste de l'Etat s'est aussi atténuée au niveau global, le plaçant plus dans un rôle d'entremetteur. En effet, l'Etat est chargé de créer les conditions de rencontre entre les sphères sociale, écologique et économique devant redynamiser les différents secteurs d'activités. L'effet de la mondialisation a été d'insuffler l'influence grandissante des instances économiques et financières (OMC, OCDE, Banque Mondiale, FMI, etc.). L'Etat n'est désormais plus garant de la croissance économique et du développement économique des régions. Dorénavant, il s'inscrit dans l'idée « *de ne plus se mettre devant les agents économiques, mais derrière eux ; [en] subventionnant les entreprises, dressant des barrières*

non-tarifaire devant les produits étrangers, attirant les IDE vers les régions les plus touchées, [...], encourageant les individus à créer des PME. »⁴

1.2.1.2. Secteur privé

Dans cette nouvelle disposition, ce sont les PME qui sont censées être le moteur du développement des régions à travers l'entrepreneuriat. Mais il s'avère que, même dans ce contexte, ce sont les firmes internationales qui raflent la mise. Ces firmes internationales sont mises en confrontation directes avec les petites et moyennes entreprises exerçant sur le territoire nationale. Manque d'expertise, manque d'accompagnement du système bancaire, compétitivité inégale, la PME est pourtant considérée comme la nouvelle force de l'économie devant insuffler une énergie nouvelle dans le dynamisme économique de nos Etats. Son atout principal est sa capacité à s'adapter rapidement aux changements de notre ère, ou tout est éphémère. Pendant que la grande entreprise peine à entrer dans des moules plus petits, la PME, quant à elle, réussit aisément et rapidement à s'accommoder et à faire même prospérer de nouveaux « business ».

Le rôle endossé progressivement par le secteur privé est celui du financement du développement local. En effet, grâce à des partenariats sur des projets qu'il peut avoir en partage avec d'autres acteurs locaux, le secteur privé s'est trouvé une place de choix dans l'activité économique. Ce rôle est tellement important que nombreux sont les Etats qui sacrifient les droits de leurs population pour offrir des conditions favorables aux investissements. Pourtant il est connu de tous que l'entreprise recherche toujours l'augmentation de ses profits ; chose que nous concilions mal les objectifs des entreprises à ceux de solidarité réclamés par le développement local. Il est préconisé que le droit concernant les multinationales soit renforcé et que les Etats s'inscrivent plus dans un rôle d'encadrement afin de contrer les inégalités qui se font un peu trop ressentir.

1.2.1.3. Associations et société civile

Les associations (ONG) agissent dans le secteur qui échappe au secteur privé et au secteur public. Ce secteur qui recueille, en générale et pas que, les personnes laissées pour compte par le système ou qui n'ont pas pu trouver leur place dans le système, est e. On retrouve

⁴ KHELADI Mokhtar, *le développement local*, OPU, 12-2012, p35

aussi dans ce secteur, les sphères environnementales et économiques, en ce sens que les organisations et associations œuvrent pour lutter contre les fléaux qui sévissent dans ces deux sphères (protection de l'environnement, aide et réflexion sur le sujet des migrants économique par exemple). Aux ONG et associations, on leur reconnaît l'efficacité, la rapidité, la souplesse et le fait qu'elles disposent souvent d'énormes moyens financiers, matériels, humains et des moyens opérationnels. La capacité des ONG à travailler en réseau sur le plan international devrait inspirer plus d'un dans l'édification de modèle de développement via le développement local.

Les associations cherchent à travers leurs projets à renforcer leur niveau d'intervention et leur degré d'interaction. Conscientes de leur poids dans l'évolution de la société qui ne serait effectif que si elles s'imposent sur le champ d'action. Ce qui implique la nécessité d'appuyer les finalités et les visions des associations par des enjeux et projets structurants touchant aux problèmes de la communauté locale. Parmi ces visions et enjeux des associations locales, on citera :

- Sensibilisation de la population et des pouvoirs publics ;
- Implication de la société civile ;
- Création des réseaux associatifs pour des actions communes et concrètes ;
- Elargir la concertation avec le mouvement associatif nationale et international permettant le transfert de compétences ;
- Mise en valeur du patrimoine scientifique et culturel immatériel.

Ces objectifs sont ambitieux et porteurs de forts potentiels de développement au niveau local. Néanmoins, il faut aller au-delà des enjeux individuels. Il est nécessaire de valoriser les actions collectives et de travailler en commun afin de développer des partenariats qui incitent et permettent la participation des acteurs locaux à la conception de la stratégie de développement et à sa mise en œuvre, et la recherche d'une maîtrise des conditions et des effets du développement par les populations concernées

En Algérie, celles-ci sont régies par la loi 90-31 du 04 décembre 1990 relative aux associations. Légalement, elles (les associations) constituent une convention dans le cadre de laquelle des personnes physiques ou morales se regroupent sur une base contractuelle et dans

un but non lucratif et mettent en commun, pour une durée déterminée ou indéterminée, leurs connaissances et leurs moyens pour promouvoir/défendre des causes chères à la société.

Section 2 – Ressources territoriales

A l'origine, le territoire n'a pas d'existence propre au cœur de la théorie économique. L'espace n'a pas d'épaisseur il est espace-point où se localise l'entreprise en fonction de critères strictement individuels résultant de ses caractéristiques propres. La géographie n'existe pas, tout au plus à travers les obstacles naturels (montagnes, mers et fleuves, déserts, etc.) ou les moyens mis en œuvre pour les contourner ou les franchir. La seule question qui se pose réellement est celle de l'accessibilité du trajet point à point. Mais très vite, cette approche ne suffit plus. Les sites ne sont plus seulement pourvoyeurs de ressources ou d'avantages comparatifs. La localisation des activités transforme l'environnement, l'organise ; les décisions d'implantation deviennent interdépendantes. La dimension locale des phénomènes économiques surgit et régit de manière parfois obscure les dynamiques économiques. On croit voir un territoire paré de multiples vertus, créatrice de coopérations entre les synergies. Mais encore, il faut rapprocher et faire se rencontrer les hommes et les activités. Cette préoccupation rencontre alors celle des décideurs. La construction de la ressource territoriale appartient à tous les acteurs locaux

Dans cette partie, nous parlons de la notion de ressource territoriale, issue de la jonction des notions "ressource" et "territoire". La ressource territoriale englobe tous les éléments du milieu (spatial et non-spatial). Les ressources que peuvent comporter un territoire forment, avec le territoire, un ensemble difficilement dissociable dans la réflexion sur le développement locale (durable), au point que le territoire en lui-même est considéré comme un produit de consommation, considérant sa typologie, son relief, sa localisation.

2.1. La notion de ressource

La notion de ressource est relative. En effet en se référant aux travaux de Vergnolle Mainard (2006), lui-même inspiré par les travaux de Brunet, Ferras et Théry (1992), la ressource est « la valeur qu'une société ou qu'un individu attribue à tel ou tel élément qui conduit à le considérer comme ressource » (p. 4), les ressources sont donc toujours « inventées, parfois bien après avoir été découvertes » (p. 4), la ressource est donc relative au contexte

spatial et temporel qui l'a vu naître. Ce qui est une ressource à un moment donné et dans un territoire donné, ne l'est pas forcément à un autre moment et dans d'autres lieux. La demande croissante de la société en termes de consommation de ces espaces affecte de nouvelles valeurs à ces territoires. Ainsi, des éléments qui étaient des "handicaps" sont transformés en ressources.

C'est « en étudiant comment se construit un système culturel localisé dans les stations touristiques de nature, [que] J. Corneloup (2004) montre que la **réussite** de certaines stations de sport d'hiver qui ne fonctionnent pourtant pas « selon le modèle de rationalité parfaite et du management total », est **liée** « au **capital culturel** que possède la station en tant que ressource fondamentale pour le bon fonctionnement de l'économie territoriale » ; celle-ci se construit sur les spécificités culturelles locales. »⁵. Le capital culturel qui englobe les liens communautaires et les pratiques sociales, est ce plus qui permet aux sites d'attirer et fidéliser les touristes, bien sûr suivant une bonne gouvernance en plus de la qualité du site.

2.2. La notion de territoire

Parler de la notion de territoire, revient plus ou moins à poser la question de « l'espace » dans l'analyse économique qui a fait couler beaucoup, nous pouvons vous l'assurer. L'analyse de l'espace en économie, est aussi sujet à la géographie, qui en donne les prémices en ce qui concerne l'aspect physique de l'espace. Les questions concernant par exemple la localisation des industries, la formation des SPL ou encore les districts industriels, ont permis de cerner un peu plus les contours de la notion « d'espace » et par ricochet de comprendre la notion de territoire.

« Le territoire, dans ce sens, renvoie fondamentalement à un système de valeurs partagées et à un sentiment d'identité et d'appartenance commune. En vertu de ce contenu culturel très fort, il est clair que le territoire n'est jamais une donnée a priori, une sorte de déjà-là ; il est au contraire un produit de l'action des hommes, une construction socio-économique et socioculturelle des acteurs qui y vivent et qui y évoluent. »⁶

⁵ Hadjou Lamara, « Les deux piliers de la construction territoriale : Coordination des acteurs et ressources territoriales », Développement durable et territoires [En ligne], Varia (2004-2010), mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 05 décembre 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/8208> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8208

⁶ Ferguène, 2013, p. 36

2.3. La ressource territoriale

Une ressource est qualifiée de territoriale lorsqu'elle émane, se structure et se réalise avec et par la territorialisation. Ce qui revient à dire qu'une ressource territoriale se contracte autour du territoire de façon à respecter le principe de facteurs endogènes dans le développement local. Lorsque nous parlons de la territorialisation, nous faisons allusion à la spécialisation du territoire qui revient à structurer l'activité socio-économique et environnementale en fonction des ressources fortes du territoire. On spécialise un territoire en fonction de ses qualités favorables soit à l'agriculture, à l'élevage, à l'activité financière ou encore en fonction du patrimoine que possède le territoire. Il faut dire que cette spécialisation peut être initiée par l'Etat (car le DL peut subir des effets provenant de facteurs exogènes) mais il revient aux populations présentes de pérenniser les activités qui découleront de la territorialisation.

Comme nous l'avons introduit dans la section précédente, le développement local est conçu comme un complément aux autres modèles de développement existants déjà. Le développement territorial permet l'émergence de nouvelles ressources et de nouveaux processus d'activation de ces ressources. La ressource territoriale est une ressource dite "spécifique", pour laquelle, le contexte socio-spatial contribue directement à la valeur de ce qui est produit. Pour faire une ressource territoriale trois éléments sont nécessaires : Des **ressources matérielles ou idéelles** (valeurs, potentiels, symboles), **un territoire**, en tant que lieu, et **des Hommes**. Si nous poursuivons la métaphore du produit, son processus de production part d'un existant, le territoire et ses ressources, dont certaines sont mobilisées par un jeu d'acteurs qui en fait un patrimoine spécifique et caractérisant le territoire. Cette nouvelle richesse constitue une ressource particulière, mobilisable pour le développement de son territoire d'ancrage. Les ressources territoriales, pour reprendre l'expression de Pecqueur sont « clouées » au lieu. Les spécificités locales, la culture locale et l'esprit du lieu expliquent l'ancrage des ressources au territoire.

Et plus simplement nous dirons, la ressource territoriale vient du territoire et est exploitée pour le développement dudit territoire. Elle se construit par la combinaison de stratégies d'acteurs. Le territoire en lui-même peut être considéré comme un élément identitaire d'un peuple, qui a sa culture, son histoire, ses traditions qui s'y sont développées. Ainsi considéré comme patrimoine, le territoire à plusieurs vertus exploitables.

Conclusion du chapitre

Le développement local est plus une stratégie de développement qui implique des acteurs et des ressources sur un territoire donné. Plusieurs réflexions ont été portées sur le développement local, notamment sur les notions qu'il comporte à savoir le territoire, l'espace, le milieu (innovateur), la proximité, pour ne citer que ceux-ci. Alors dans les territoires, il s'agira de rapprocher les acteurs locaux, de définir des projets de développement à travers une gouvernance locale aménagée en fonction du patrimoine spécifique du territoire. Les piliers du développement local sont donc les acteurs et la ressource territoriale. Ces deux éléments sont jugés indispensables pour le déploiement d'un processus de développement local. L'acteur local est celui qui active la ressource, et lui donne de la valeur. Mais ce sont surtout ses actions et interactions qui construisent le territoire. En activant les ressources territoriales, les acteurs locaux bénéficieront des fruits des projets réalisés et une revalorisation de l'espace et donc l'importance et les atouts du territoire.

Chapitre III : Le développement local de la commune de Tizi-Ouzou

Introduction du chapitre

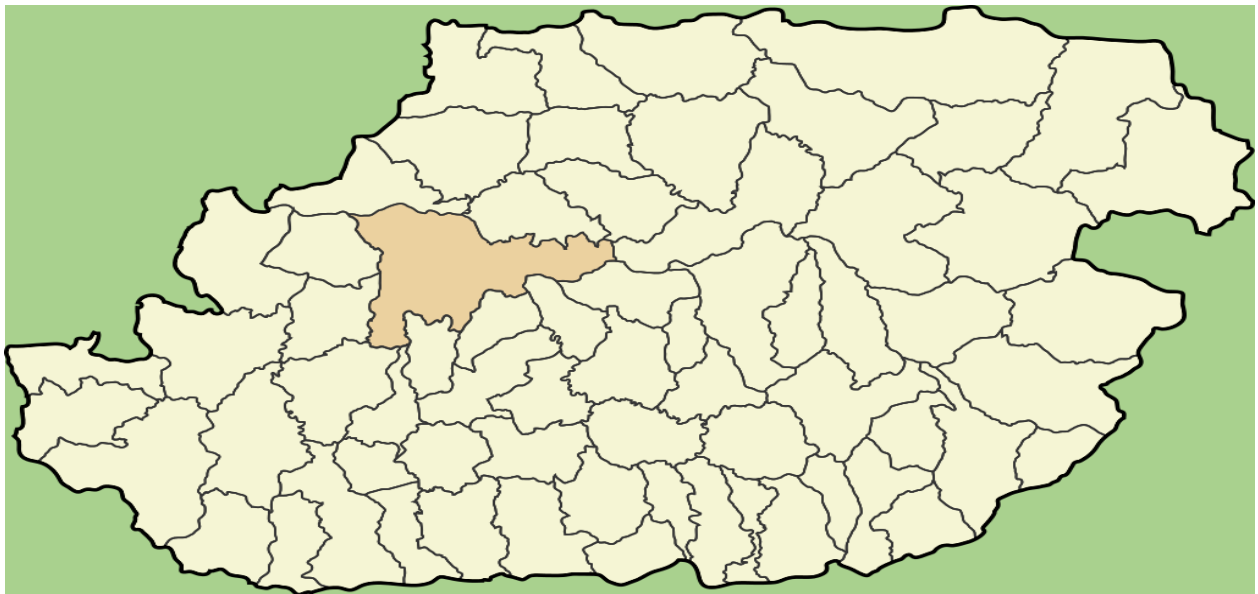
Situé sur ce sol algérien, la commune de Tizi-Ouzou est le chef-lieu de la wilaya de TO, car elle abrite le siège de la wilaya. Elle se veut le porte étendard de la Kabylie, dans un contexte où l'Algérie procède de plus en plus à l'ouverture de son économie. A travers plusieurs projets de loi, l'Etat algérien, met en avant la décentralisation et le développement local pour permettre aux populations, étendues sur ce vaste territoire, de pouvoir se prendre en charge car malgré tout, l'action de l'Etat a souvent du mal à se faire ressentir sur certains espaces du territoire algérien.

Pour nous, le choix de la commune de Tizi-Ouzou est dans le but de mettre en avant les réalisations obtenues grâce au développement local et peut-être ouvrir une brèche vers de meilleures perspectives pour le développement de la commune de Tizi-Ouzou.

Section 1- Présentation géographique de la commune de Tizi-Ouzou

1.1. Géographie

Tizi-Ouzou (en berbère : Tizi-Wezzu) est une commune algérienne de la wilaya de Tizi-Ouzou dont elle est le chef-lieu. La ville est située à 100 km à l'Est de la capitale Alger, à 125km à l'ouest de Bejaïa et à 30 km au Sud des côtes méditerranéennes. La commune de Tizi-Ouzou a une superficie de 10 236 km² et une population estimée à 149 927 habitants au 31/12/15 ; ce qui nous donne une densité d'environ 1 465 habitants par kilomètre carrée. En termes de population, elle est la seconde ville de la Kabylie, après Bejaïa.

Figure n°5 : Carte de la commune de Tizi-Ouzou dans la wilaya

Source : Wikipedia

La commune de Tizi-Ouzou est encerclée par les communes de Draâ Ben Khedda et Tirmatine à l'ouest, de Maâtkas au sud-ouest, de Souk El Thenine, Ath Zmenzer et Ath Aïssi au sud, d'Irdjen au sud-est, d'Ouaguenoun et Tizi Rached à l'est et Ath Aïssa Mimoun au nord-est. Bien qu'elle semble enclavée par d'autres communes, Tizi-Ouzou ne demeure pas moins active. Au contraire, elle le point de rencontre de toutes les autres communes environnantes.

Outre son chef-lieu Tizi-Ouzou ville, la commune de Tizi-Ouzou comporte les localités suivantes : Boukhalfa, Tala Alam, Irdjaouen (Redjaouna) n'El Bor, Irdjaouen (Redjaouna) n'Techt, Bouhinoun, Tala Manssour, Sidi Agad, Azib n'Ahmed, Taazibt, Taddart Tamokrante, Aït Mansour, Aït Hessane, Oumadene, Tassadort, Aïn Meziab, Ikemouden, Zerkoun (fraction de Tizi Ouzou), Biamrane, Tadart Oufella, Imazdatene, Taarkoubt, Ighil Ouberouak, Tighilt Ou hamza, [Timizar Loghbar](#), [Tala Athmane](#), Sikh Oumeddour, Irehalen (Rehahlia), Tazmalt n'El Kaf, Tazmalt, Abid n'Chamlal et Kef Lahmar²¹. Ces localités encrcleent presque Tizi-Ouzou, comme une sorte de périphérie. Car, nombreuses sont les populations de ces localités à converger vers Tizi-Ouzou ville.

- **Hydrologie :** l'hydrologie de la région est dominée par l'Oued Sebaou qui recueille à travers ses affluents l'essentiel des eaux en provenance du Djurdjura. Le massif central, le Djurdjura et même la chaîne côtière sont littéralement entaillés par e nombreuses rivière ayant une importance socio-économique.

- **Climatologie** : La wilaya de Tizi-Ouzou se situe sur la zone de contact entre les masses d'air polaire et tropical. De climat méditerranéen tempéré, chaleur et humidité en été et froid (pluie et neige) en hiver. Les températures sont comprises entre 5° et 45° en moyenne. Cependant avec le réchauffement climatique, nous observons des températures de plus en plus basses en hiver et de plus en plus élevée en été.
- **Relief** : la commune de Tizi-Ouzou est entourée par les montagnes très réduite et squelette. Son relief, caractérisé par 59% de montagnes, 35% de collines et 6% de vallées, fait d'elle un point d'articulation entre plaine et montagne du Djurdjura.

1.2. Démographie :

Nous avons eu des informations sur les répartitions de la population auprès de la commune de Tizi-Ouzou. Elles datent de l'année 2015, celles des années suivantes (2016-2017) n'étant pas finalisées:

- *Nombre de naissance*

Tableau n°1 : Nombre de naissances en 2015

Communes	Naissances		
	Masculin	Féminin	Total
Tizi-Ouzou	7440	6886	14326
Total Daïra	7440	6886	14326

Source : APC – Tizi-Ouzou

Au titre de l'année 2015, la ville de Tizi-Ouzou a connu **14326** naissances dont 7440 hommes et 6886 femmes.

- *Estimation et répartition de la population*

Le tableau suivant fait une différenciation de genre au niveau de la population de Tizi-Ouzou.

Tableau n°2 : Estimation de la population par sexe au 31/12/2015

Communes	Population Totale	Masculin	Féminin
TIZI-OUZOU	149 927	74 784	75143
TOTAL DAÏRA	149 927	74 784	75143

Source : APC – Tizi-Ouzou

La population de la commune est de sexe masculin à 49,88 % et de sexe féminin à 50,12 %. Il y a donc plus ou moins un équilibre entre le nombre de résident selon le genre.

Le tableau suivant nous présente la répartition de la population résidente selon la zone d'habitation. Il établit une différenciation entre le rural et l'urbain. En d'autres termes c'est une distinction entre ceux qui habitent la ville proprement dit et ceux vivant dans sa périphérie.

Tableau n°3 : Estimation de la population résidente urbaine et rurale au 31/12/2015

Communes	Population Urbaine	Taux Population Urbaine	Population Rurale	Taux Population Rurale	Population Totale
TIZI-OUZOU	115 770	0,77	34 157	0,23	149 927
TOTAL DAIRA	115 770	0,77	34 157	0,23	149 927

Source : APC – Tizi-Ouzou

Il y a une forte concentration de la population résidente dans zone urbaine de la ville. Un taux estimé à 0,77% de la population globale au 31/12/2015. Cela peut s'expliquer soit par une extension de la ville (l'espace urbain) et donc du secteur de l'immobilier ou soit par une urbanisation plus ou contrôlée permettant d'intégrer la durabilité dans l'utilisation de l'espace ou encore les deux.

1.3. Socio-économique, socioculturelle et environnementale

1.3.1. Socio-économique

La situation difficile que traverse l'économie algérienne, notamment avec la récente chute des cours du pétrole, a fait ressentir le malaise économique jusque même dans les zones les plus reculées du pays. La wilaya de Tizi-Ouzou est bien plus en retard par rapport à la plupart

des autres wilayas. Et pour cause, il est énoncé, le retard dans le financement et la réalisation des projets de développement et dans la mise en valeur de la wilaya et particulièrement certains projets concernant la commune de Tizi-Ouzou. Toutefois, l'Etat à la volonté de remettre les pendules à l'heure en ce qui concerne le développement de la Wilaya de Tizi-Ouzou et de son chef-lieu.

- **Au niveau du transport**, Tizi-Ouzou est desservie par une route nationale (RN) 12 et une voie ferrée assurant la ligne Alger – Thénia - Tizi-Ouzou. Le tronçon Thénia - Tizi-Ouzou a été livré le 15 Avril 2017 (accumulant du retard) ; après plus de vingt ans sans aucun train en partance pour la commune de Tizi-Ouzou.

Il faut noter la réhabilitation et la construction de plusieurs voies intercommunales et d'autres voies reliant TO à certains villages l'entourant.

- **Concernant l'activité industrielle**, on dénombre principalement 4 grandes entreprises installées sur le territoire de la commune. Ce sont :
 - **Eniem** (entreprise nationale), production d'électroménager ;
 - **Frigor** : (entreprise algérienne), production de petits et gros électroménagers ;
 - **Tizi Pâte** : fabricant de spaghetti ;
 - **Laboratoire Novo Nordisk** : entreprise pharmaceutique danoise.

Cependant, la commune de Tizi-Ouzou comprend aussi une Zone Industrielle à Tala Athmane qui n'est pas en service.

- **Au niveau des établissements financiers**, nous dénombrons la présence de 6 banques publiques (BADR, CNEP, BNA, BEA, CPA, BDL) et de 6 banques privées à savoir (Société Générale, ABC, Natixis, PNB paribas, Gulf Bank, Albaraka Bank). Les banques sont présentes en nombre dans la commune, on dénombre aussi la présence de plusieurs sociétés d'assurances privées ou publiques (AXA assurance, CAAR, etc.). Avec la démographie grandissante, Tizi-Ouzou possède une force financière pour l'épargne. C'est un énorme potentiel en ce qui concerne le financement de microcrédits pour faciliter l'entrepreneuriat. En effet, avec le tableau suivant, on s'aperçoit de l'état de financement des microcrédits au sein de la commune.

Tableau n°4 : Situation des microcrédits au 31/12/2015

Commune	Nombre de demandeurs		Accords de conformité		Accords bancaires	
	Total	Dont en 2015	Total	Dont en 2015	Total	Dont en 2015
TIZI-OUZOU	1690	151	1259	128	579	104
Total Daïra	1690	151	1259	128	579	104

Source : APC – Tizi-Ouzou

Comme il est possible de voir sur le tableau n°4, relatif à la situation des microcrédits au cours de l'année 2015, il y a eu 151 demandes de crédits dans le cadre du financement de microcrédits à Tizi-Ouzou. Parmi ces demandes, 128 ont trouvé un accord de conformité dont 104 ont pu avoir un accord bancaire au terme de ladite année. Soit un taux de financement (accord bancaire) de 68,87% des demandes formulées au terme de l'année.

Au total, nous avons 1690 demandes dont 1259 ont trouvé un accord de conformité. Mais seulement 579 demandes ont pu obtenir un accord bancaire. Soit un taux de 34,26% pour toutes les demandes ayant trouvé un financement auprès des banques, tandis que 74,49% des demandes totales formulées ont trouvé un accord de conformité.

- **Dans le secteur agricole**, nous avons pu dénicher quelques chiffres sur la répartition des terres au niveau de la circonscription de Tizi-Ouzou

Tableau n°5 : Répartition générale des terres de la commune, arrêtée au 31/12/2015

Commune	Surface Agricole Utile (HA)		Pacages et parcours (HA)	Terres Improductives affectées à l'agriculture	Surface Forestière (HA)	Surface Agricole Totale (HA)	Terres Improductives affectées à l'agriculture	Surface Totale (HA)
	Total	Dont irriguée						
TIZI-OUZOU	4372	1025	237	655	3020	8284	1952	10236
Total Daïra	4372	1025	237	655	3020	8284	1952	10236

Source : APC – Tizi-Ouzou

La commune de Tizi-Ouzou possède 10 236 Ha de surface en terre exploitable ou non exploitable vis-à-vis de l'activité agricole. On note particulièrement la présence d'une zone forestière estimée à 3 020 Ha et un total de 8 284 Ha en surface agricole soit 80,93% du totale de surface en terre. Ce qui représente un atout important pour la création d'activité de développement. Ce sont des ressources qui ne demandent qu'à être valorisées.

- En ce qui concerne l'**Education**, la ville de Tizi-Ouzou possède un grand nombre d'élèves et étudiants mais les infrastructures devant les accueillir sont souvent débordées. Les tableaux suivants présentes les effectifs d'étudiants et les nombres d'établissements éducatifs présents dans la ville à la date de 31/12/2015

Tableau n°6 : Infrastructures de l'enseignement secondaire.

Communes	Nombre des lycées	Capacité des lycées	Nombre d'internant	Capacité d'internant	Nombre demi-pensions	Capacité des demi-pensions
Tizi-Ouzou	8	7000	/	0	8	2950
Total Daïra	8	7000	0	0	8	2950

Source : APC – Tizi-Ouzou

Tableau n°7 : Effectifs étudiants (année universitaire 2015/2016)

Cycle et année d'étude	Système LMD					Système Classique						
	LICENCE			MASTER		Cycle Long						
	1	2	3	1	2	1	2	3	4	5	6	7
Total	15862	9431	9037	9391	6751	804	528	437	523	432	512	137
Total Système	34 330			16142		3373						
Total Université	53 845											

Source : APC – Tizi-Ouzou

1.3.2. Culturel et Environnemental

Le savoir-faire est un patrimoine intellectuel au niveau d'une entreprise, mais aussi d'un territoire, d'une société. Au sens culturel du terme, le patrimoine est l'ensemble des sites, quartiers, collections d'une société hérite de son passé et qu'elle transmet aux générations futures. En effet, rien n'est plus éloigné de l'économie de production et d'échange de bien immuable et non reproductibles. L'importance de ces métiers d'art, et le développement du tourisme culturel, les rénovations urbaines ont une réalité économique à travers les ressources qu'ils engendrent. Le patrimoine crée des activités, d'emploi (activités génératrice de revenus). En fait, le patrimoine matériel nous fait savoir les ressources les plus productifs dans la zone Kabylie comme les (olives, le figuier, l'art, culinaire, etc.)

Le **patrimoine culturel** de la Kabylie est un atout pour la valorisation de Tizi-Ouzou. En effet, les commerces d'articles kabyles sont de plus en plus répandus dans la ville. L'histoire du peuple berbère et kabyle est beaucoup plus répandue et reconnue dans le monde. Alors le tourisme qui s'articule autour, place la ville dans une position qui devrait lui permettre d'attirer les touristes. Cependant, il faudrait une meilleure coordination des acteurs pour créer un espace commun dédié à la mise en valeur et la vente d'articles kabyles. Car il n'est pas rare de voir d'autres "marchés" se développer dans d'autres localités sans réel organisation ce qui fragilise le marché en général. La ville possède aussi des infrastructures culturelles qui permettent

l'organisation de spectacles socioculturels. Nous présentons ainsi quelques articles qui font la fierté du peuple Kabyle.

Quelques produits kabyles

Figure n°6 : La robe Kabyle (source)



Figure n°7: Bijoux Kabyles

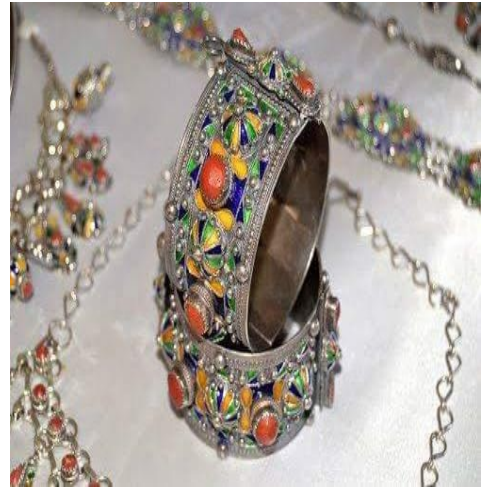


Figure n°8 : Burnous



Figure n°9 : La poterie Kabyle



Les infrastructures culturelles et monuments

Figure n°10 : Maison de la culture Mouloud MAMMARI



La Kabylie, riche en matière d'artisanat (Poterie, Vannerie, Sculpture sur bois, Tissage, Bijouterie...), autre moyens d'expression artistique, doit ses activités aux hommes et femmes qui ont su profiter et prospérer des richesses naturelles dont ils disposaient. La Kabylie s'adonne, à moins systématiquement à ces activités qui représentent des savoir-faire que nos ancêtres nous ont légués.

La Kabylie, cette région brillante qui se distingue par la profondeur de sa culture et de son appartenance à une grande civilisation ancienne. Dans l'ancienne Numidie, la tombe d'un personnage honoré de son vivant pour son sens de justice, sa générosité et sa bravoure était considéré comme un lieu saint auquel se rendent des masses de gens. Ces pratiques maintenues intactes s'expliquent par le fait que le Kabyle s'attache inexorablement à la tradition des ancêtres, pierre angulaire de son patrimoine identitaire.

Ce patrimoine est le produit des manifestations sociales. Ces manifestations culturelles traditionnelles et la populaires, qui sont pratiquées à ce jour, sont transmises en générations.

Parmi ces richesses traditionnelles nous trouvons les éléments qui nous font éclaircir le fond du patrimoine et de l'artisanat traditionnel :

- **La sculpture sur bois** : Contrairement à la poterie cette tradition artistique est réservée et exclusivement masculine. Il faut savoir la valeur de cet objet perpétré comme loisir (c'est-à-dire que les paysans qui vivaient dans les montagnes vallée grattaient patiemment leurs bâtons sous leurs mains qui prenaient une forme artistique (meuble et ustensile culinaire), puis devenant un métier apparenté touchant même les demain architecturale.
- **La vannerie** : c'est une autre tradition qui s'ajoute à la longue liste artisanale ayant pour ingrédients les rameaux, d'oléastre et le roseau et aussi les fibres d'autres végétations, ayant pour but la confection de couffins, de paniers et d'autres objets. Malheureusement cet art a connu une régression dramatique.
- **Le tissage** : héritage, culturel transmit par la gente féminine très répondu, dans la région, le tissage est un univers de liberté pour la femme qui s'illustre par de signe représentant tout un vécu, malheureusement comme la vannerie cette tradition a connu une nette régression. La production est dans sa quasi-totalité utilitaire. Elle est conditionnée et orientée par les besoins quotidiens de la literie, des couvertures et de vêtements nécessaires. Les tissages destinés à l'habillement sont le plus souvent en laine écrue ou comportant des teintes mates.

Nous présentons dans les lignes suivantes éléments majeurs constitutifs du patrimoine culturel. (Les figures 6, 7, 8, 9, 10)

Les articles Kabyles vendus dans les commerces

- **La robe Kabyle** : symbole de beauté cette robe est omniprésente dans les fêtes, elle est composée de l'fudha, timehremt, agous (ceinture), il faut savoir qu'on peut reconnaître la région de la femme qui la porte (c'est-à-dire chaque région à une robe spécifique). Dans tous les métiers artisanaux comme la robe kabyle, le bijou traditionnel, le tapis et la poterie sont présents à cet événement dont les festivités s'étaleront jusqu'au 26 du mois. Le village Ihamziène relevant de la commune d'Illoula Oumalou, dans la daïra de Bouzeguène (60 km à l'est de Tizi-Ouzou), abrite depuis jeudi dernier, la 5e édition du Festival de la robe kabyle. Organisé par l'association culturelle Tagmats (Fraternité), et le comité du village Ihemziene, en collaboration avec l'APC d'Illoula Oumalou, la direction de la culture, la direction du Tourisme et de l'Artisanat et l'APW de Tizi-Ouzou, ce rendez-vous culturel a enregistré la participation de près d'une cinquantaine d'exposants en majorité des femmes activant dans le circuit de la robe kabyle. Ce festival, qui s'inscrit désormais dans la tradition, est une occasion qui est offerte aux couturières de toute la wilaya de Tizi Ouzou, afin de faire valoir leur savoir-faire en matière de couture de la robe qui évolue vers la modernité, mais aussi une occasion d'identifier tous les circuits possibles pour écouler facilement leurs produits. Cela d'autant plus que ce produit (la robe kabyle) est ostensiblement demandé et de plus en plus cher, en cette période de fêtes de mariages. La troupe est accompagnée par un groupe mixte de danseurs et danseuses kabyles qui ont présenté plusieurs numéros d'un répertoire artistique riche et de haut niveau. La cérémonie d'ouverture a eu lieu aussi présence de nombreux invités de l'administration locale et de wilaya. Ce festival local accueille aussi d'autres produits artisanaux à l'instar de la poterie, vannerie, bijouterie et tapisserie.
- **La bijouterie** : est un métier d'homme, pour la femme elle est complément de la robe Kabyle. Ce sont des bijoux d'argent enrichie d'émaux cloisonnés de cabochon de corail, il faut souligner la beauté particulier de ces bijoux de différentes couleurs.
- **birnus** : symbole de sagesse, de pureté, de dignité, il est généralement porté par l'homme mur dans des occasions (cérémonie assemblé, jouissance). A l'occasion de la

cérémonie d'ouverture officielle à laquelle ont pris part le président de l'APC et le chef de daïra de Bouzeguène, ainsi que le représentant de la Chambre de l'artisanat et des métiers, les organisateurs ont rappelé que le village Houra compte encore beaucoup de tisseuses de burnous qui œuvrent encore pour la survie d'un vêtement qui était présent dans tous les foyers kabyles il y a encore quelques années de cela.

"Aujourd'hui le burnous est mis uniquement dans des cérémonies de mariage ou dans certaines occasions alors que nos parents le portaient sur les épaules d'une manière quasi-quotidienne, non seulement pour se protéger du froid, mais aussi pour assister aux réunions de Tajmaât ou encore pour se rendre dans les marchés quotidiens ou hebdomadaires", a déclaré le président de l'association Yakoubi ferhat.

Il a indiqué que la nouvelle mission de la nouvelle génération est non seulement de perpétuer la tradition du burnous, mais aussi d'en faire un "habit ordinaire" porté au quotidien par les jeunes et moins jeunes à travers les villages. La préservation du burnous c'est aussi la transmission de métier et des techniques de sa fabrication artisanale aux jeunes générations, notamment les jeunes filles d'où l'intérêt accordé par l'association initiatrice à l'incitation des femmes du village à réaliser des démonstrations sur les différentes étapes à suivre depuis le travail de la laine extraite des moutons, à la pose de l'Azetta et le tissage qui se fait avec beaucoup d'exactitude et de précision, a-t-on fait savoir.

Outre les expositions du burnous et autres métiers artisanaux, les organisateurs ont inscrit au programme des représentations théâtrales, des chorales, un mariage traditionnel et une conférence sur le métier de burnous.

- **La poterie** : C'est une tradition exclusivement féminine transmise de génération en génération, considérée comme activité authentique kabyle pourtant des dessins symbolique, utilisée pour communiquer entre gente féminine exécuter par la main. Elles les décorent avec des symboles et des motifs géométriques qui remontent à la préhistoire.
- **La Maison de la culture** : Cette maison-là, est érigé sur l'emplacement de l'ancien présent départemental, cette maison de la culture a été inaugurée le 10 octobre 1975, considérée comme maison de la culture pilote. Lors de l'enterrement du grand Mouloud MAMMERI et en hommage à cet homme de culture cette maison fut baptisée à son nom. Cette maison a pour but principale de diffuser et de promouvoir non seulement le théâtre, le cinéma mais aussi de science et le technique et d'une façon générale le problème de la société. Au plan infrastructurelle la maison de la culture mouloud

MAMMERI possède une salle de spectacle de 800 cent siège d'une bibliothèque d'une contenance de 150 siège d'un petit théâtre, d'un théâtre du verdure de 2 salle d'exposition et de 10 salles ou se relayent des ateliers d'initiation aux disciplines artistiques.

Section 2 – La gouvernance local et la valorisation de la commune de Tizi-Ouzou

Tout au long de l'organisation ou des réorientations en ce qui concerne le développement durable de la commune, les acteurs qui interviennent au niveau local pour l'amélioration des volets économique, social, culturel et environnemental sont principalement : L'Etat, les secteurs privés, associations et la société civile.

2.1. Secteur public

Le secteur public comprend d'une part les administrations publiques de l'Etat et des collectivités locales, et d'autre part les entreprises dont au moins 51% du capital social est détenu par une administration publique, ainsi que les associations qui dépendent en grande partie, pour leur financement, de l'Etat. Il y a aussi les organismes/structures et/ou les instances d'Etat qui aident au développement, soutiennent certains domaines d'activités spécifiques et luttent contre le chômage et la pauvreté. L'Etat a l'obligation et/ou le droit d'intervenir en aide¹ à la population dans les secteurs productifs de biens et des services (Mines, Industrie-Energie, Agriculture-Forêt, Pêche, Tourisme etc....), dans les secteurs liés au développement humain (Education, Formation professionnelle, Enseignement supérieur, Jeunesse et Sports). L'Etat intervient fortement dans l'aménagement du territoire (Hydraulique, Infrastructures de base, Habitat et Urbanisme, Environnement etc....) et dans les secteurs sociaux et autres (Santé, Action sociale, Culte, Culture et Protection civile, Finance locale et Assurance etc....).

L'aménagement du territoire est l'une des premières actions de construction du territoire nationale. En effet, le découpage du territoire sert à spécialiser certains espaces dans les domaines jugés stratégiques en fonction des atouts du territoire. Mais surtout, la préoccupation essentielle de l'aménagement du territoire consiste à trouver un équilibre dans la répartition de la population et des activités économiques sur le territoire national. L'espace régional apparaît comme étant seul à même d'assurer la cohérence dans l'organisation territoriale nationale,

¹ Il s'agit pour l'Etat de mettre à disposition un cadre propice au développement humain, économique, territorial et social

basée sur des critères de complémentarités, de solidarités et d'économie d'échelle. Ce point s'accorde sur la spécialisation des territoires selon les spécificités. Au niveau de la commune de Tizi-Ouzou, les spécificités de l'activité économique s'articulent autour des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Cependant, la densité non négligeable de 1465 habitants par kilomètre carré au niveau de Tizi-Ouzou crée un déséquilibre entre la population et ressources territoriales (ressource en eau et énergie, logement, foncier industriel, mobilité, etc.).

Dans la région de la grande Kabylie, les actions principales concernant l'agriculture ont eu lieu dans les cadres du programme spécial et lors de la révolution agraire. Sur les 555 millions de DA de l'enveloppe budgétaire du programme spécial, 23,5 % ont été affectés à l'agriculture, en particulier à l'arboriculture 66 % et à l'élevage 28 %. Ces activités correspondent aux potentialités de la région montagneuse.

Le développement de Tizi-Ouzou pendant ces dernières années confirme les rôles qui lui ont été assignés précédemment. Et simultanément à l'intensification des forces d'attraction anciennes, une autre force fait son apparition : **La création d'emplois industriels**. L'industrialisation constitue la base même du développement du pays et Tizi-Ouzou occupe une place importante dans le schéma de planification nationale. Alors le développement local qui exige l'entrepreneuriat et des initiatives nouvelles, l'Etat a décidé de créer des organismes/structures dans le but d'encourager à l'entrepreneuriat et accompagner l'investissement. C'est ainsi que le champ du développement local s'est étoffé par la naissance de nouveaux acteurs publics, nés des effets de la libéralisation de l'économie et de la transition à l'économie de marché. On peut citer les acteurs suivants :

- la **CNAC** (Caisse Nationale d'Assurance Chômage), institution indispensable à la libéralisation du marché du travail et de la relation d'emploi, et qui intervient dans la création d'entreprises par les demandeurs d'emploi ;
- l'**ANSEJ** (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes) qui intervient dans la création de micro entreprise ;
- le développement de structures de gestion du foncier, intervenant dans l'aménagement de zones d'implantation des investissements (ANIREF², ...).

² ANIREF : Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière. Créée en 2007

L'impact de ces nouveaux acteurs ANSEJ et CNAC, au niveau de la commune de Tizi-Ouzou, est visible à travers les tableaux suivants :

Tableau récapitulatif des entreprises créées par communes durant l'année 20

Tableau n°8 : Récapitulatif des entreprises créées par l'ANSEJ durant l'année 2015 (Tizi-Ouzou)

Commune	Nombre d'entreprises créées	Nombre d'emplois générés
Tizi-Ouzou	218	615
Total Daïra	218	615

Source : APC-Tizi-Ouzou

Durant l'année 2015, l'ANSEJ a pu créer 218 entreprises pour 615 emplois ce qui équivaut à un ratio de 1 pour 2,82=3. Ce qui veut dire que pour une entreprise créée, nous aurons 3 emplois créés. Nous estimons qu'il s'agit en grande partie de petites entreprises pour des activités "simples". La création de ces entreprises permet l'émaillage du tissu économique dans la commune de Tizi-Ouzou en ce qui concerne la proximité et la disponibilité des biens et services. C'est aussi un potentiel financier non négligeable. En effet, les services bancaires ayant aidé la création de ces entreprises, pourra aussi bénéficier d'une épargne en provenance des nouvelles entreprises ; une potentiel financier pour la commune pour l'accord de crédits.

En ce qui concerne la CNAC, le tableau ci-dessous en récapitule les réalisations de l'année 2015, dans la commune de TO ;

Tableau n°9 : entreprises créées par la CNAC en 2015 (Tizi-Ouzou)

Commune	Nombre d'entreprises créées	Nombre d'emplois générés	Nombre d'entreprises en activité	Nombre d'emplois générés
TIZI-OUZOU	115	335	134	140
Total Daïra	115	335	134	140

Source : APC-Tizi-Ouzou

Sur l'étendu de l'année 2015, la CNAC a créée 115 entreprises pour 335 emplois générés. Cependant au soir du 31 décembre 2015, on enregistre 134 entreprises en activité pour un total de 140 emplois générés. Ces chiffres plus ou moins paradoxaux nous donne de penser à une certaine lenteur dans le déploiement des entreprises ou une "mort" (cessation d'activité) prématurée de certaines entreprises.

Les structures déconcentrées de l'Etat, elles-mêmes, ont engagé aussi un effort d'adaptation. C'est ainsi qu'ont été créés au niveau de l'administration de la wilaya :

- une Direction de la PME
- une Direction de l'Emploi
- un Comité de Promotion de l'Investissement (CALPI), chargé de soutenir les investisseurs privés et de faciliter l'accès au foncier industriel.
- une structure de suivi des projets soutenus par le FNDRA a été créée au niveau de la Direction de l'Agriculture.

La transformation radicale qui s'y opère tend à placer la ville au niveau des investissements industriels de la wilaya dont elle est le chef-lieu. C'est dans cette logique que s'inscrit la rénovation urbaine de son centre : il doit faciliter la concrétisation des options nationales en répondant aux besoins en logements et en bureaux. Les besoins en logements sont alimentés par une source externe : l'arrivée des cadres du secondaire et du tertiaire et par une source interne : l'accroissement de la population de Tizi-Ouzou. Les besoins en bureaux sont liés à l'agrandissement des bureaux existants devenus trop étroit et à l'implantation de nouveaux organismes/structures dans la ville, deux phénomènes provoqués par la création de son rôle industriel et par le développement de ses activités tertiaires. Et qui connaît une redynamisation avec la transition économique qui s'opère.

L'Etat entreprend dans le cadre des différents plans quinquennaux, un ambitieux programme de développement des grandes infrastructures socio-économiques. Ces projets d'envergure concernent notamment des secteurs clés en l'occurrence l'Habitat, l'hydraulique, les travaux publics, et les transports. Pour cause, les grandes infrastructures sont considérées comme étant des instruments indispensables au maillage durable du territoire, catalyseurs de l'activité économique, et ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens. C'est dans cette optique que plusieurs projets structurants ont été initiés pour permettre à la ville de

pleinement s'épanouir socialement et économiquement. Mais la récente crise pétrolière au niveau mondial a freiné l'élan entrepris par l'Etat en ce qui concerne Tizi-Ouzou. En effet, il y a eu un gel des projets pour faute de disponibilité du financement. En effet, la commune de Tizi-Ouzou a bénéficié de certains investissements majeurs dans les infrastructures de développement, initié directement par l'Etat, du moins sur le papier. Ces projets devant faciliter la mobilité des agents économiques et créer/améliorer certaines zones d'activités ont été gelées alors qu'ils avaient été officiellement annoncés par l'ex-premier ministre Abdelmalek Sellal lors de sa visite dans la wilaya de TO le 18 juillet 2013. Ces projets qualifiés de structurants ont peinés à voir le jour. Et pour cause la récente crise pétrolière de 2014 qui a vu le cours des hydrocarbures violemment chuté sous la barre des 50\$. Dans le plan quinquennal de 2010-2014, il a été prévu pour la wilaya de TO une enveloppe de 265 milliards de dinars avec des projets dans les domaines de l'habitat, les travaux publics, l'hydraulique et de la santé. En ce qui concerne directement la commune, nous pouvons citer les projets suivants :

- Le CHU ultramoderne de 500 lits devant être construit dans le chef-lieu (TO) ;
- Le complexe mère-enfant pour soulager la vieille clinique Sbihi Tassadit ;
- Infrastructures routières : Le dédoublement de la RN12 sur l'axe Tizi-Ouzou-Azazga et surtout la pénétrante menant de Tizi-Ouzou à Draâ El-Mizan pour sa connexion avec l'autoroute Est-Ouest, sans oublier aussi la réalisation d'un autre couloir routier qui devrait relier la région d'Aïn El-Hammam à Draâ El-Mizan pour permettre à l'avenir aux automobilistes de Haute-Kabylie de rejoindre aussi l'autoroute Est-Ouest sans être contraints d'effectuer tout un détour par le chef-lieu de wilaya ;
- L'extension de la voie foirée d'Oued-Aïssi à Azazga ;

2.2. Le Secteur privé

En économie, on parle généralement de secteur privé pour décrire la partie d'une économie où l'Etat n'intervient pas ou peu. On l'oppose au secteur public qui est principalement dirigé par l'Etat. On trouve dans le secteur privé : (Les Entreprises Privées, Les Banques à Capitaux Privés, l'Economie sociale, Les particuliers). Leur action est primordiale dans l'animation économique d'un territoire.

Au niveau de la Wilaya, l'analyse des effets de la création d'entreprise sur le développement des territoires recouvre deux aspects :

- les territoires de la wilaya de Tizi-Ouzou ont une attractivité différenciée qui résulte à la fois des contraintes naturelles et de l'histoire économique et sociale ;
- les modalités d'inscription des entreprises dans un territoire dépendent à la fois de la nature de leurs activités et de leurs choix économiques.

La fragilité des structures financières se traduit d'abord par une situation de dépendance vis-à-vis du financement bancaire. En période de taux d'intérêt réels positifs, les charges financières en sont d'autant plus lourdes, ce qui pèse sur la compétitivité sur des marchés devenus à la fois plus concurrentiels et peu dynamiques. En outre, les banques, confrontées elles-mêmes aux effets du poids de l'endettement du secteur public, sont dans l'obligation d'être plus sélectives. Il faut ajouter à cela la meilleure rentabilité des activités commerciales et l'incertitude dans laquelle se trouvent les banques quant à l'évolution des marchés des produits industriels. On comprend alors les tensions générées par cette dépendance du financement bancaire et les récriminations des entrepreneurs privés vis-à-vis des banques. Il doit probablement y avoir une part de financement informel, dont il est difficile de mesurer l'importance, mais on peut douter qu'il apporte une solution aux problèmes de fonds propres.

Cependant, cette analyse doit être nuancée :

- certaines entreprises anciennes ont accumulé des ressources pendant la période précédant l'ajustement macro-économique. Cela leur permet de limiter le recours au financement bancaire et les charges qui en découlent ;
- d'autres, plus récentes, limitent leur croissance pour limiter leurs besoins de financement.

Les marchés ciblés sont principalement des marchés locaux ou régionaux : c'est le cas du BTP, des matériaux et produits pour le bâtiment, les services. Mais, dans de nombreuses activités, la stagnation des marchés locaux incite les entreprises à chercher des marchés au niveau national : c'est le cas dans les industries alimentaires, la confection, le textile, les articles plastiques, la mécanique. Il est cependant difficile de percevoir une tendance à la spécialisation du tissu productif de la wilaya.

Les structures de gestion sont légères et peu différenciées (administration, finance, technique, commercial), animées par le (ou les) créateur(s). Elles correspondent au modèle classique de la petite entreprise. Elles ne sont pas sans contraintes dans la gestion de la maintenance, de la technologie et du marketing. En l'absence de structures d'appui, les entrepreneurs mobilisent

leurs réseaux de relations pour pallier les limites de leur propre structure et contribuent ainsi à construire des réseaux de coopération informelle qui peuvent constituer la base d'une organisation de la coopération interentreprises.

2.3. Association et le secteur social

Nous dénombrons une pluralité d'associations à Tizi-Ouzou. Elles animent la ville par des rencontres, des sorties détente, la solidarité envers les plus démunies et une organisation de la société civile qui met en avant l'hospitalité et atouts de la ville. Ci-dessous nous citons les acteurs majeurs dans les domaines des associations.

- **Association culturelle AMUSNAW** : l'association, fondée en 1991, est basée à Tizi-Ouzou, en Kabylie. A sa création, elle œuvre à promouvoir des activités notamment culturelles. Depuis, elle s'est adaptée à la transformation du contexte dans lequel elle évolue et essaye de répondre à d'autre besoin de la population, notamment, les jeunes et les femmes. Elle propose des formations en anglais, en bureautique, internet, soutien scolaire et un espace lecture. Elle participe dans la vie publique et politique des femmes est un gage pour le renforcement de la démocratie et la citoyenneté, développe un programme pour améliorer le leadership des femmes engagées dans la société civile (association, syndicats et partis politiques). Amusnaw participe à la redynamisation de l'artisanat local et à la valorisation du patrimoine culturel et artistique en mettant des actions autour du tourisme solidaire en Kabylie, la formation des femmes artisanes et la création d'activités génératrices de revenus pour les artisanes.
- **Association de la Jeunesse Innovatrice et l'Environnement (AJIE)** : Elle a été créée à Tizi-Ouzou en 2000. Les objectifs de l'association sont la sensibilisation de la population à l'assainissement de leur environnement immédiat et la contribution à l'aménagement des espaces verts et aide à la création de micros entreprises liées à la protection de l'environnement. Depuis 2000, l'association a réalisé différentes activités comme la création d'un dépliant pédagogique pour expliquer aux citoyens pour expliquer aux citoyens l'utilité de déchets.
- **Association Action Nature** : Elle décide d'élargir ses statuts de façon à pouvoir être plus présente sur les actions concrètes de protection de la nature, comme la réserve privée et le retour d'espèce disparu de nos régions.

- **Association UNI-VERT** : On peut dire par l'association uni vert un jardin qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire. L'association nous guide dans le jardin social et partagé, elle a été mise en place pour plusieurs raisons : la réinsertions dans la société des personnes en amont de la construction d'un parcours professionnel, le développement du lien social dans le quartier, l'amélioration du cadre de vie et la sensibilisation à la nature.
- **Association Universitaire Eco-Action** : L'association universitaire écologique Eco-Action est l'une de ces associations qui n'ont pas voulu céder à la fatalité qui ne cesse de toucher l'ensemble à l'échelle de cette wilaya. Cette association de protection de l'environnement et de la promotion de la recherche dans le domaine écologique ne cesse de redoubler d'efforts et d'initiatives allant dans le sens de sensibiliser la communauté universitaire citoyens d'une façon générale l'importance et de protéger notre environnement des différents dangers qui les guettent.
- **Association Tujya** : elle sensibilise les populations par des informations médicale elle est active sur 3 volées : volée médicale et volée socio.
 - Volée médicale : informe sur le traitement de maladie d'actualité, concernant hypertension artériel, diabète, différents cancer. Volée socio : sensibilise sur la toxico Mani (la cigarette, l'alcool et le drogue),
 - Volée humanitaire : organisation de journée au profit des enfants diminue,
 - Volée étudiantin : dans le cadre des formations et de concours plus l'organisation de journée commémorative.

L'association tujya subventionné par l'assemblée populaire de la wilaya et sponsorise par les acteurs économiques privés.

- **Association pharma venir "ASEPT"** (association des étudiants en pharmacie de Tizi-Ouzou) est une association scientifique dont la création remonte à juillet 2009 et qui regroupe de jeune et ambitieux pharmaciens résidents et étudiants en pharmacie.

Aspirant principalement à contribuer au développement de la pharmacie Algérienne et au développement des compétences et des capacités des futurs et jeunes pharmaciens tant sur le plan scientifique que sur le plan professionnel sans oublier sur le plan humain.

- Volée scientifique : elle explique à la population de prendre soin de sa santé et elle donne la formation en particulier et de nouveau technologie, projet des journées

scientifiques elle a deux études scientifique (l'auto médication et ethno pharmaco guinosi) ethno pharmaco guinosi (l'étude par le soin de plante traditionnelle), ils ont un laboratoire pour expérimenté, journée mondiale, journée de sensibilisation sur la santé, la maladie chronique et l'hygiène de vie.

- Volée estudiantin : elle donne de formation secourisme, sortie pharmaceutique, différentes sortie pédagogique, il se lance dans le programme international.

Sponsor économique privé, subventionné par l'assemblée populaire de la wilaya.

- **Association Universitaire Ecologique** : elle est nommée "**Eco-Action**" elle est créé en 2009 avec un groupe des étudiants et des enseignants uniquement à l'Université de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou. Il sensibilise sur la protection de l'environnement, et informer la population.

En Algérie, celles-ci sont régies par la loi 90-31 du 04 décembre 1990 relative aux associations. Légalement, elles constituent une convention dans le cadre de laquelle des personnes physiques ou morales se regroupent sur une base contractuelle et dans un but non lucratif et mettent en commun pour une durée déterminée ou indéterminée leurs connaissances et leurs moyens pour promouvoir

Section 3 – Contraintes et perspectives

On peut conclure de cette brève présentation que les atouts et les potentialités de la wilaya sont importants, que les acteurs font preuve de dynamisme et que les multiples dispositifs offrent de réelles possibilités d'action.

Les problèmes les plus importants nous semblent être les suivants :

-un problème d'information sur les ressources, les marchés, les compétences disponibles, les dispositifs mis en place. Les marchés se sont considérablement transformés, sous l'effet du programme de stabilisation macroéconomique, de la libéralisation des prix et de l'intensification de la concurrence. La connaissance des tendances des marchés devient un enjeu majeur pour les investisseurs et dans leurs rapports avec les banques. L'information existe au niveau de tel ou tel acteur mais elle est loin d'être partagée. Ce problème concerne peu ou prou tous les acteurs : investisseurs, banques, collectivités locales, structures publiques. Bien évidemment, la contrainte d'information crée de l'incertitude et freine l'action.

- un problème de mise relation des acteurs : la création d'activité est un processus complexe faisant intervenir de multiples acteurs, possédant des ressources ou des capacités d'action complémentaires ; il est donc souvent nécessaire de favoriser leur mise en relation et leur coordination pour faciliter la création d'activités.

-un problème de recherche de convergences entre les projets et les stratégies des différents acteurs (promoteurs d'investissements, banques, collectivités locales, institutions de formation, entreprises publiques et privées). On peut penser à toutes les possibilités de valorisation des complémentarités entre les entreprises, ou de valorisation des potentialités de formation et de recherche de l'Université.

-un problème « d'animation » au sens d'impulsion d'actions complexes impliquant de nombreux acteurs. Dans la phase précédente de développement, l'impulsion était donnée par l'Etat central, à travers la planification ; la transformation de l'économie nécessite que soient trouvés les instruments capables de jouer ce rôle, en partant de l'autonomie des différents acteurs. On pense au problème difficile de financement des entreprises privées à faible surface financière, ou au problème d'implantation de la micro entreprise. Les différents acteurs doivent s'engager dans des processus d'apprentissage, en particulier à partir de la connaissance des expériences et des solutions qui ont été menées et qui ont réussi dans d'autres pays et à partir d'un effort réflexif de connaissance et d'analyse critique des pratiques des différents acteurs.

Conclusion du chapitre

La ville de Tizi-Ouzou a connu récemment une forte transformation tant dans son urbanisation que dans la politique de gouvernance. La démographie galopante a placé la ville parmi les plus importantes en ce qui concerne le développement du commerce, la création d'industries. Elle veut assurer son potentiel agricole afin de s'affirmer dans l'économie algérienne. Cependant, les actions qui sont réalisées s'effectuent sans réelle coordination. Bien les structures d'Etat qui veillent à motiver à l'entrepreneuriat, il demeure une difficulté quant à l'épanouissement des PME. La ville s'est vite adaptée à ses différents rôles et espèrent toujours un renouveau. En tout cas, il faudra compter sur la diaspora qui est un force discrète et qui opère fortement dans la région et à Tizi-Ouzou (commune) surtout dans le secteur de la santé et de l'habitat. Avec les nouvelles responsabilités des collectivités locales, il serait conseillé de créer un consensus entre tous les acteurs afin de construire le territoire et permettre son essor.

Conclusion générale

L'évolution économique de l'homo-oeconomicus a été toujours influencée par le progrès technique et technologique. A notre ère actuelle, la fulgurante évolution des TIC en terme de progrès, a contribué fortement à la naissance du concept de mondialisation mais aussi à libéraliser l'information qui conduira à une forte prise de conscience des populations et "décideurs" par rapport au réchauffement climatique en particulier et au danger écologique en général. Plusieurs actions sont engagées afin de créer un développement harmonieux, intégrant les intérêts des différents agents. Mais dans le même temps, il y a un partage de responsabilité quant à la l'exploitation des ressources non renouvelables. La durabilité dans l'élaboration de projets/solutions, est dorénavant un critère de base dans la stratégie de développement.

Dans la stratégie développement de l'Etat, l'action locale est basée sur incitation à l'entrepreneuriat et la réalisation d'aménagement/investissement dans des domaines clés visant à dynamiser un peu plus l'activité économique du territoire et/ou à améliorer les conditions de vie des populations. L'intervention de l'Etat qui était sectorielle et descendante est devenue transversale, ascendante, participative, intégrée et décentralisée.

A nos jours, l'économie algérienne est toujours dans sa transition vers une économie de marché. Pour un pays "socialiste", c'est un changement important surtout que l'Etat était le principal garant du développement économique. Pourtant, avec le développement local, ce sont les collectivités locales qui ont un grand rôle à jouer dans le développement territorial. L'Etat, pourvoyeur principal, protecteur inconditionné, n'occupe plus cette place de choix. Alors c'est un peu dans la précipitation que de nouvelles prérogatives sont attribuées aux collectivités locales, qui n'ont pas forcément, toute la maîtrise nécessaire à l'élaboration de la coordination de l'action locale.

Nous arrivons ainsi à la fin de notre mémoire où nous avons tenté d'apporter éléments de réponse à notre problématique.

Les conclusions à tirer de notre travail de recherche est que la ville de Tizi-Ouzou possède des atouts considérables pouvant servir à améliorer sa valorisation. Mais, les difficultés économiques récentes de l'Algérie, ont sérieusement entravé la réalisation des projets structurants de développement au titre de la commune. Le dynamisme relatif des autres acteurs locaux peinent à se faire ressentir aussi, du fait de la lenteur et de la lourdeur du système administratif, le manque d'information sur les opportunités et le manque de formation des

cadres sur les nouvelles stratégies gouvernance. Les dispositifs de développement pèchent en ayant des anciennes approches non-compatibles au contexte actuel et aux dispositions présentes. En effet, entre les nouveaux acteurs locaux et le nouveau rôle des collectivités sociales, le manque de définition d'une ligne directrice cohérente et d'une efficace politique de la ville ont pénalisé la ville de Tizi-Ouzou.

Notre mémoire aborde les questions relatives au développement local notamment en ce qui concerne les ressources territoriales et leurs valorisations par les acteurs locaux. Aussi nous avons tenté de mettre en lumière les actions réalisées et les contraintes rencontrées dans le cadre du développement de la commune.

Les différents acteurs doivent s'engager dans des processus d'apprentissage, en particulier à partir de la connaissance des expériences et des solutions qui ont été menées et qui ont réussi dans d'autres pays et à partir d'un effort réflexif de connaissance et d'analyse critique des pratiques des différents acteurs.

En conséquence, la valorisation de la commune de Tizi-Ouzou se fait par une coordination peu élaborée des acteurs locaux.

ANNEXE

Annexe 01 : La daïra et commune de la wilaya de Tizi-Ouzou

DAIRA	COMMUNE RELEVANT DE LA CIRCONSCRIPTION
Tizi-Ouzou	Tizi-Ouzou

Annexe 02 : Taux d'électrification au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou. 2012

COMMUNE	NOMBRE DE DOYER ELECTRIFIES	NOMBRE DE DOYER TOTAL	TAU X (%)	COMMUNE	NOMBRE DE DOYER ELECTRIFIES	NOMBRE DE DOYER TOTAL	TAU X (%)
Tizi-Ouzou	35927	36400	98,70	DRAA EL MIZAN	7454	7744	96,26

Annexe 03 : Les Retenues collinaires en exploitation

Commune	Nom du site	Capacité de la retenue collinaire	Destination	Observation
Tizi-Ouzou	Tizi-Ouzou	40 000	Irrigation	Réhabilitation en cours


Annexe 04 : Les hôtels en activités de la wilaya de Tizi-Ouzou.


Commune	4*	3*	2*	1*	S.E	S.C	Catégorie unique	Total
Tizi-Ouzou	01	03	03	01	02	05	-	14

Annexe 05 : Les hôtels fermés de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Hôtels	Cat.	Type	
1-DRAGON D'OR	N.C	Urbain	Tizi-Ouzou.
Total=1	-	-	-

Annexe 06 : Les activités artisanales de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Le produit	Lieu de production	Matière première utilisée	Produit fabriqué	Observation
Bijouterie 	Tizi-Ouzou	Le maillechort «bublik»	Les bracelets, les ceintures	La production de Boghni se caractérise par le bijou blanc sans émail

	Tizi-Ouzou			Robe Kabylie et le Bernus sont les seules pièces survivantes face au phénomène de mode actuelle
---	------------	--	--	---

Références Bibliographiques :

- Les ouvrages

- **COURLET Claude**, «Territoire et développement économique au Maroc : le cas des systèmes productifs localisés», édition L'harmattan, Paris, 2006.
- **COURLET Claude**, «L'économie territoriale», PUG, 2008.
- **GREFFE Xavier**, 1984, «Territoire en France : les enjeux économiques de décentralisation » édition Economica, Paris, 1984.
- **JACQUET Pierre**, «Patrimoine culturel et développement», Agence Française de Développement, 2007.
- **KHELADI Mokhtar**, «Introduction à l'économie politique» OPU, 05-2011.
- **KHELADI Mokhtar**, *le développement local*, OPU, 12-2012.
- **Landel Pierre-Antoine**, «Le développement local : Mécanismes, Stratégies et Gouvernance», édition : Kirsten KOOP, 2011.
- **PECQUEUR B.**, *le développement local*, Syros, 2^e édition revue et augmentée, 2000.
- **SADEK Bakouche**, «La relation éducation-développement : Elément pour une théorie» OPU, 03-2009
- **STOKER G**, *Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance*, in *Revue internationale des Sciences Sociales*, N°155, UNESCO/ères, Paris, 1998.

- Guides Touristiques

- **Hantour LYNDA**, guide de la wilaya de Tizi-Ouzou « AGERRUJ », 2011.
- Guides touristiques de Tizi-Ouzou.

- Autres documents

- Annuaire statistique de la wilaya de TIZI-OUZOU 2016
- *Nature Sciences Société*, 2009/4 (Vol.17), p102, Edition EDP sciences
- ANIREF : Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière. Créée en 2007

- Sites internet

- DECOSTER, Dominique-Paule, *Cours de développement local Durable*, Umons, année académique 2012 - 2013
- Disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2001-3-page-193.htm>
- <https://www.edf.fr/edf/les-3-piliers-du-developpement-durable>
- https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_local
- Michel MARIC, « À propos de liberté et d'égalité en économie : deux traductions d'Amartya Sen », *Mouvements* 2001/3 (no15-16), p. 193-195. DOI 10.3917/mouv.015.0193
- Le site officiel du théâtre régional de Tizi-Ouzou : www.prog.trttiziouzou.com.
- Le site officiel de la maison de la culture de Tizi-Ouzou : www.mcmmtto.dz.
- Par Lamiot –Travail personnel, CC BY-SA 3.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=16897643>
- **Les lois juridiques**
 - la loi 90-31 du 04 décembre 1990 relative aux associations.
- **Cours**
 - Mr CHALLAL, L'environnement durable comme problème pour l'action collective.

LISTE DES FIGURES, DES TABLEAUX ET CARTES

Liste des figures

Figure 1 : Les trois piliers du développement durable.....	6
Figure 2 : Théorie du baquet	7
Figure 3 : Octogone du milieu innovateur	15
Figure 4 : Un cadre général de développement local	25
Figure 5 : Carte de la commune de Tizi-Ouzou.....	35
Figure 6 : La robe Kabyle	42
Figure 7 : Bijoux kabyle	42
Figure 8 : Burnous	42
Figure 9 : La poterie Kabyle	43
Figure 10 : La Maison de la culture Mouloud MAMMERY	43
Figure 11 : La statue de Mouloud MAMMERY	44
Figure 12 : Le Théâtre régional Kateb Yacine	44
Figure 13 : Monuments des martyrs	44

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Nombre de naissance en 2015.....	36
Tableau 2 : Estimation de population par sexe	37
Tableau 3 : Estimation de la population urbaine et rurale.....	37
Tableau 4 : Situation des microcrédits	38
Tableau 5 : Répartition générale des terres de la commune.....	40
Tableau 6 : Infrastructures de l'enseignement secondaire.....	40
Tableau 7 : Effectifs étudiants (année universitaire 2015/2016).....	41
Tableau 8 : Récapitulatif des entreprises créées par l'ANSEJ durant l'année 2015.....	50

Tableau 9 : entreprises créées par la CNAC en 2015.....50

ANNEXE

Annexe 01 : La daïra et commune de la wilaya de Tizi-Ouzou

Annexe 02 : Taux d'électrification au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou. 2012

Annexe 03 : Les Retenues collinaires en exploitation

Annexe 04 : Les hôtels en activités de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Annexe 05 : Les hôtels fermés de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Annexe 06 : Les activités artisanales de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Les abréviations

Résumé

Liste des tableaux

Liste des figures

Introduction générale	01
Chapitre 1 : Notion de développement durable en lien avec le développement local	04
Introduction.....	04
Section 1 : Notion de développement	05
1.1.Définition de la notion de Développement Durable.....	05
1.2.Présentation du développement durable.....	05
Section2 : Notion de développement local	09
2.1. Définition de la notion de développement local.....	09
2.2. Présentation du développement local dans un contexte de mondialisation.....	10
2.3. Les approches dominantes du développement local.....	14
2.4.Les outils et composantes du développement local.....	17
2.5.Les logiques du développement local.....	18
Section3:Les principes du développement local durable	20
Conclusion.....	21
Chapitre II: Les piliers du développement local	22
Introduction.....	22
Section 1 : Les acteurs locaux et la gouvernance locale	22
1.1.Les acteurs locaux.....	23
1.2.La Gouvernance Locale.....	25

1.3.Le rôle des acteurs locaux.....	27
Section 2 : Ressources territoriales.....	30
2.1. La notion de ressource.....	30
2.2. La notion de territoire.....	31
2.3.La ressource territoriale.....	32
Conclusion.....	33
Chapitre III : Le développement local dans la commune de Tizi-Ouzou.....	34
Introduction.....	34
Section 1 : Présentation de la commune de Tizi-Ouzou.....	35
1.1.Géographie.....	33
1.2.Démographique.....	35
1.3. Socio-économique Socio-culturelle et environnementale.....	37
Section 2 : La gouvernance locale et la valorisation de la commune de Tizi-Ouzou.....	48
2.1. Le secteur public.....	48
2.2.Le secteur privé.....	52
2.3.Les associations.....	54
Section 3 : Contraintes et perspectives.....	56
Conclusion.....	57
Conclusion générale.....	58
Lite des tableaux.....
Bibliographie.....
Table des matières.....